

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/42924]

9 JUILLET 2023. — Arrêté royal fixant la date de l'élection du Parlement européen

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'Acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, article 11, paragraphe 1^{er} et paragraphe 2, alinéa 1^{er} ;

Vu la décision du Conseil des Communauté européennes du 25 juillet 1978 portant fixation de la période pour la première élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct ;

Vu la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, notamment l'article 32 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'élection pour le Parlement européen est fixée au dimanche 9 juin 2024.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/42924]

9 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot vastlegging van de datum van de verkiezing van het Europees Parlement

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de akte betreffende de verkiezing van de leden van het Europees Parlement door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen, artikel 11, paragraaf 1 en paragraaf 2, lid 1;

Gelet op het besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juli 1978 houdende vaststelling van de periode voor de eerste verkiezing van de vertegenwoordigers in het Europees Parlement door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, met name op artikel 32;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De verkiezing voor het Europees Parlement is vastgelegd op zondag 9 juni 2024.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/43851]

21 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État

RAPPORT AU ROI

Sire,

I. Observations générales

Le présent projet d'arrêté royal modifie les dispositions des différents arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État, qui doivent être modifiées à la suite de la réforme de fond des sections du contentieux administratif et de législation, prévue par la loi du 11 juillet 2023, et de l'extension du cadre du personnel, prévue par la loi du 6 septembre 2022 modifiant l'article 69 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

II. Examen des articles

Article 1^{er}

L'article 2, § 1^{er}, 3^o, du règlement général de procédure impose notamment que la requête en annulation contienne un exposé des moyens. De manière constante, la jurisprudence définit le moyen comme étant l'indication de la règle de droit dont la violation est invoquée et de la manière dont elle aurait été concrètement enfreinte, cette exigence devant au demeurant être appréciée sans formalisme excessif. Il est proposé d'inscrire cette définition dans l'arrêté afin que tous les justiciables, en particulier ceux qui se défendent sans l'aide

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/43851]

21 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

I. Algemene opmerkingen

Dit ontwerp van koninklijk besluit wijzigt die bepalingen van de diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State, die dienen te worden gewijzigd in navolging van de inhoudelijke hervorming van de afdelingen Wetgeving en de afdeling Bestuursrecht-spraak, zoals bepaald bij wet van 11 juli 2023, en de uitbreiding van het personeelskader, zoals bepaald bij wet van 6 september 2022 tot wijziging van artikel 69 van de wetten op de Raad van State.

II. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Bij artikel 2, § 1, 3^o, van de algemene procedureregeling is het inzonderheid vereist dat het verzoekschrift tot nietigverklaring een uiteenzetting van de middelen bevat. In de vaste rechtspraak wordt het middel gedefinieerd als de vermelding van de rechtsregel waarvan de schending aangevoerd wordt en van de wijze waarop die regel overtreden zou zijn, waarbij dat vereiste overigens beoordeeld moet worden zonder verregaand formalisme. Er wordt voorgesteld om die definitie op te nemen in het besluit zodat alle rechtzoekenden, en in het

d'un avocat, puissent savoir clairement ce qui est attendu de leur part. De la sorte, la prévisibilité du droit s'en trouve renforcée.

Depuis plusieurs années, les écrits de procédure ont tendance à être de plus en plus volumineux, de très nombreuses requêtes dépassant plus de 50 pages. Plutôt que de déterminer un nombre maximum de pages par écrit de procédure comme cela se pratique devant certaines juridictions, il paraît plus approprié de demander au requérant de résumer lui-même son grief lorsque son moyen nécessite un développement important. Un grand nombre de conseils procèdent déjà de la sorte, ce qui permet aux magistrats (auditeurs et conseillers) de gagner un temps précieux et de concentrer leurs efforts sur la résolution du moyen. Disposer d'un exposé clair et univoque des moyens contribue à l'effectivité du caractère contradictoire de la procédure, la partie adverse qui est tenue de répondre à ces arguments dans un délai limité devant être en mesure de fournir une défense utile.

L'absence, dans la requête, du résumé d'un grief comprenant un développement important n'entraîne pas en soi l'irrecevabilité du moyen. Cette absence a pour seule conséquence que le requérant prend le risque que la portée de son grief ne soit pas correctement résumée et donc appréhendée dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt.

Un vade-mecum sera élaboré pour aider les parties à élaborer leurs écrits de procédure.

La section de législation du Conseil d'État se demande ce qu'il faut entendre par « l'énoncé du moyen ». Comme l'indique clairement le 1^{er} alinéa de la disposition en projet, il s'agit de l'énoncé des règles de droit dont la violation est invoquée ainsi que la manière dont celles-ci auraient été concrètement violées. L'énoncé du moyen comprend donc deux aspects qui font l'objet du résumé.

Les termes « le cas échéant » laissent la possibilité à l'auditeur, dans son rapport, et à l'arrêt de reproduire le résumé du moyen et des griefs ou de reprendre le moyen tel qu'exposé par le requérant si aucun résumé n'a été établi.

La section de législation du Conseil d'État craint également que si le résumé est incomplet, il ne soit répondu qu'aux éléments pris en compte dans le résumé ce qui pourrait constituer une atteinte disproportionnée éventuelle au droit d'accès au juge. Cette modification n'a aucune incidence sur le contrôle de légalité exercé par le Conseil d'État. Il s'agit simplement, pour la partie requérante, de synthétiser son moyen et de faciliter l'intégration de celui-ci dans le rapport de l'auditeur ou dans l'arrêt.

Comme il a été précisé, dès lors que l'article 2 en projet prévoit une règle générale sur la manière de présenter un moyen, il n'est pas nécessaire de répéter celle-ci pour les autres actes de procédure. L'article 2, § 1^{er}, alinéas 2 à 4, du règlement général de procédure, tel que complété par l'article 1^{er} du présent arrêté royal, s'applique donc évidemment mutatis mutandis au mémoire en réplique et au dernier mémoire de la partie requérante. Avec cette dernière clarification il est donné suite au considérant 8 de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État dans son avis n° 73.646/AG du 30 juin 2023.

Article 2

Si la réponse aux moyens de la requête nécessite des développements, le mémoire en réponse doit comporter un résumé des arguments de la partie adverse.

Cette nouvelle exigence constitue le pendant de la modification apportée à l'article 2, § 1^{er}, du règlement général de procédure. Comme dans le cadre de la requête en annulation, le non-respect de cette exigence par la partie adverse n'entraîne pas l'irrecevabilité de ses arguments.

Articles 3, 4 et 8

Les modifications concernent principalement les procédures dites 'guillotine'. Les lois coordonnées sur le Conseil d'État déterminent les effets lorsque les parties n'ont pas déposé les pièces de procédure dans les délais prescrits ou n'ont pas payé les droits de rôle en temps voulu. L'exigence consistant à joindre une justification écrite à leur demande d'être entendues poursuit un double objectif. Premièrement, elle permet d'éviter des audiences inutiles. La pratique révèle qu'une partie concernée demande souvent à être entendue, mais ne comparait toutefois pas à l'audience. Deuxièmement, elle permet d'éviter le report de l'audience. Grâce à la justification écrite (le cas échéant, pièces à l'appui), la partie adverse, l'auditorat et la chambre seront plus à même de préparer l'audience. La probabilité d'un report de l'affaire s'en

bijzonder diegenen die zich verdedigen zonder de hulp van een advocaat, duidelijk kunnen weten wat van hen verwacht wordt. Zodoende wordt de voorzienbaarheid van het recht versterkt.

Al vele jaren worden de procedurestukken almaar omvangrijker. Heel wat verzoekschriften tellen meer dan 50 pagina's. In plaats van een maximumaantal pagina's per procedurestuk vast te stellen, zoals dat al gebruikelijk is bij sommige rechtscollèges, lijkt het gepaster om aan de verzoeker te vragen om zelf zijn bezwaar samen te vatten wanneer zijn middel een belangrijke uiteenzetting behoeft. Een groot aantal raadslieden gaat al zo te werk, waardoor de magistraten (auditeurs en staatsraden) kostbare tijd kunnen winnen en zich kunnen concentreren op de beslechting van het geschil. Het beschikken over een duidelijke en eenduidige uiteenzetting van de middelen komt de procedure op tegenspraak ten goede aangezien de verwerende partij, die op die argumenten moet antwoorden binnen een beperkte termijn, bij machte moet zijn een nuttige verdediging te voeren.

De ontstentenis, in het verzoekschrift, van de samenvatting van een grief waarin een belangrijke uiteenzetting vervat ligt, geeft op zich geen aanleiding tot de onontvankelijkheid van het middel. Die ontstentenis heeft als enig mogelijk gevolg voor de verzoeker dat de draagwijdte van zijn grief niet correct samengevat en dus begrepen wordt in het verslag van de auditeur en in het arrest.

Er zal een vademecum worden uitgewerkt om de partijen te helpen hun procedurestukken op te stellen.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State vraagt zich in diens advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023 af wat dient te worden verstaan onder "de inhoud van het middel". Zoals duidelijk aangegeven in het eerste lid van de ontworpen bepaling gaat het om rechtsregels waarvan de schending aangevoerd wordt, alsook de wijze waarop die regels overtreden zouden zijn. De inhoud van het middel omvat dus twee aspecten die het voorwerp uitmaken van de samenvatting.

De termen "in voorkomend geval" laten de auditeur de mogelijkheid in zijn verslag en in het besluit de samenvatting van het middel en de grieven te herhalen of het middel over te nemen, zoals uiteengezet door de verzoeker indien er geen enkele samenvatting werd gemaakt.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State vreest eveneens dat indien de samenvatting onvolledig is, er alleen wordt geantwoord op de elementen waarmee in de samenvatting rekening is gehouden, wat een eventuele onevenredige aantasting van het recht tot toegang tot de rechter zou kunnen vormen. Deze wijziging heeft geen enkele weerslag op de controle van de wettigheid uitgeoefend door de Raad van State. Het gaat er voor de verzoekende partij louter om haar middel samen te vatten en de integratie ervan in het verslag van de auditeur of in het arrest te faciliteren.

Zoals uitgelegd, voorziet het ontworpen artikel 2 in een algemene regel met betrekking tot de wijze waarop een middel moet worden uiteengezet, waardoor het niet nodig is die te herhalen voor de andere procedurehandelingen. Artikel 2, § 1, tweede tot vierde lid, van het algemeen procedurereglement, zoals aangevuld door artikel 1 van dit koninklijk besluit, is dan ook vanzelfsprekend mutatis mutandis van toepassing op de memorie van wederantwoord en de laatste memorie van de verzoekende partij. Met deze laatste verduidelijking wordt gevolg gegeven aan overweging 8 van de Algemene Vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in diens advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023.

Artikel 2

Als het antwoord op de middelen van het verzoekschrift een verdere uiteenzetting behoeft, moet de memorie van antwoord een samenvatting bevatten van de argumenten van de verwerende partij.

Die nieuwe vereiste is de tegenhanger van de wijziging die aangebracht is in artikel 2, § 1, van de algemene procedureregeling. Net zoals in het kader van het verzoekschrift tot nietigverklaring geeft de niet-naleving van dat vereiste door de verwerende partij geen aanleiding tot de onontvankelijkheid van haar argumenten.

Artikelen 3, 4 en 8

De wijzigingen hebben voornamelijk betrekking op de zogenaamde hakbijprocedures. De gecoördineerde wetten op de Raad van State bepalen de gevolgen in geval de partijen niet binnen de termijn de procedurestukken hebben voorgelegd of niet tijdig de rolrechten hebben betaald. De eis om bij hun vraag te worden gehoord een schriftelijke verantwoording te geven dient een dubbel doel. Ten eerste worden zinloze zittingen hierdoor vermeden. De praktijk leert dat een betrokken partij vaak vraagt om te worden gehoord, maar toch niet op de zitting verschijnt. Ten tweede wordt hierdoor uitstel van de zitting vermeden. De schriftelijke verantwoording (eventueel gestaafd met stukken) stelt de tegenpartij, het auditoraat en de kamer beter in staat om de zitting voor te bereiden. Dit vermindert de kans dat de zaak

trouve réduite. Dès lors que la disposition en projet ne prévoit pas de sanction en cas de non-communication de cette justification écrite, il reviendra au conseiller d'État d'apprécier si cette non-communication a eu des conséquences sur le débat contradictoire ou sur les droits de la défense des autres parties ainsi que sur le double examen. En tout état de cause, il pourra décider de rouvrir les débats pour permettre à l'auditeur et aux autres parties de réagir aux arguments développés oralement. Dès lors qu'une audience a été réclamée par une partie, elle aura lieu peu importe qu'une justification écrite soit déposée ou pas. Cette dernière clarification donne suite à la remarque à ce sujet de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État dans son avis n° 73.646/AG du 30 juin 2023.

En outre, les articles 11/2 et 11/3 sont modifiés pour que les références à l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'État correspondent au nouveau texte de cette disposition.

En ce qui concerne le considérant 10 de l'avis de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État dans son avis n° 73.646/AG du 30 juin 2023, il peut être expliqué que les autres modifications des arrêtés de procédure qu'entraînera le nouvel article 17 des lois coordonnées, remplacé par l'article 5 de la loi modificative du 11 juillet 2023, feront l'objet d'un arrêté royal distinct.

Article 5

Lorsqu'il s'avère que l'arrêté attaqué a été retiré ou que la partie requérante s'est désistée de l'instance, un rapport de l'auditeur n'a guère d'utilité. L'auditeur-rapporteur peut décider de ne pas déposer de rapport et d'en informer le greffe. La chambre conserve toutefois la possibilité de rouvrir les débats.

Le présent article trouve son fondement juridique dans l'article 30, § 1^{er}, alinéa 3, modifié, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Article 6

Il arrive que le Conseil d'État ne soit pas en mesure d'imprimer ou d'exploiter certaines pièces du dossier administratif qui a été communiqué par la voie électronique. Il peut notamment s'agir de plans d'urbanisme qui nécessitent un matériel d'impression spécifique ou de documents volumineux en marchés publics qui doivent être examinés en extrême urgence.

Dans un souci d'une justice plus rapide et plus efficace, il est expressément prévu que l'auditeur puisse demander à la partie adverse de lui fournir une version non électronique du dossier administratif ou de certaines pièces de celui-ci.

La partie adverse est tenue de répondre favorablement à cette demande pour autant qu'elle dispose elle-même d'une « version papier » des pièces concernées. Si tel n'est pas le cas, elle mettra tout en œuvre pour se procurer en version papier les pièces concernées.

La section de législation du Conseil d'État a soulevé la question de savoir si une sanction était prévue dans le cas où la partie adverse ne collaborerait pas. Comme indiqué par l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État dans son avis n° 73.646/AG du 30 juin 2023, l'article 12, alinéa 3, deuxième phrase du règlement général de procédure s'applique le cas échéant.

Article 7, 1°

(Modification de l'article 14, alinéa 2, du règlement de procédure)

Les parties ont, actuellement, tendance à reproduire, en tout ou en partie, leurs écrits de procédure antérieurs dans leurs derniers mémoires. L'examen de ces derniers prend souvent beaucoup de temps alors qu'en réalité, ils ne contiennent aucun élément nouveau.

La disposition en projet a dès lors pour but d'inciter les parties à limiter le contenu de leurs derniers mémoires à ce qui s'avère strictement nécessaire à la poursuite des débats. Il est donc prévu qu'elles se bornent à réagir, de manière synthétique, à l'examen effectué par l'auditeur rapporteur ou aux arguments exposés dans le dernier mémoire des autres parties.

Bien évidemment, cette modification n'empêche pas les parties de faire état, dans leurs derniers mémoires, d'éléments nouveaux pouvant avoir une influence sur l'issue de l'affaire ni de demander à ce stade de la procédure :

- le maintien des effets de l'acte ou du règlement attaqué, en application de l'article 14^{ter} des lois coordonnées,

dient te worden uitgesteld. Aangezien de ontworpen bepaling voorziet in een sanctie in geval van het niet meedelen van deze schriftelijke verantwoording, is het aan de staatsraad om te beoordelen of het niet meedelen ervan gevolgen heeft voor het tegensprekelijk debat of de rechten van de verdediging van de andere partijen, alsook voor het dubbel onderzoek. In ieder geval kan hij beslissen om de debatten te heropenen om de auditeur en de andere partijen in staat te stellen te reageren op de mondeling uiteengezette argumenten. Zodra door een partij een zitting wordt aangevraagd, zal deze plaatsvinden, ongeacht of er al dan niet een schriftelijke verantwoording werd ingediend. Met deze laatste verduidelijking wordt gevolg gegeven aan de opmerking hierover van de Algemene Vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in diens advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023.

Bovendien worden de artikelen 11/2 en 11/3 aldus gewijzigd dat verwezen wordt naar de nieuwe tekst van artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Wat betreft overweging 10 van het advies van de Algemene Vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in diens advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023, kan worden toegelicht dat de overige wijzigingen aan de procedurebesluiten die het nieuwe artikel 17 van de gecoördineerde wetten, vervangen door artikel 5 van de wijzigingswet van 11 juli 2023, met zich mee zal brengen, het voorwerp zullen uitmaken van een afzonderlijk koninklijk besluit.

Artikel 5

Wanneer blijkt dat het bestreden besluit is ingetrokken of de verzoekende partij afstand van het geding heeft gedaan, heeft een auditoraatsverslag weinig nut. De auditeur-verslaggever kan ervoor opteren om geen verslag in te dienen en dit zo aan de griffie mee te delen. De Kamer behoudt evenwel de mogelijkheid om de debatten te heropenen.

Dit artikel vindt zijn rechtsgrond in het gewijzigde artikel 30, § 1, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Artikel 6

Het gebeurt dat de Raad van State bepaalde stukken van het administratief dossier dat via elektronische weg bezorgd is, niet kan afdrukken of gebruiken. Het kan daarbij met name gaan om stedenbouwkundige plannen waarvoor specifieke printers nodig zijn of om omvangrijke documenten in verband met overheidsopdrachten die bij uiterst dringende noodzakelijkheid onderzocht moeten worden.

Ter wille van een snellere en efficiëntere rechtsbedeling wordt er uitdrukkelijk in voorzien dat de auditeur aan de verwerende partij kan vragen hem een niet-elektronische versie van het administratief dossier of bepaalde stukken ervan te bezorgen.

De verwerende partij is verplicht om op dat verzoek in te gaan voor zoverre zij zelf beschikt over een "papierens versie" van de stukken in kwestie. Indien dat niet het geval is, zal zij alles in het werk stellen om een papieren versie van de desbetreffende stukken te verkrijgen.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft de vraag gesteld of er een sanctie is voorzien in het geval de verwerende partij niet zou meewerken. Zoals opgemerkt door de Algemene Vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in diens advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023, is artikel 12, derde lid, tweede zin, van het algemeen procedurereglement in voorkomend geval van toepassing.

Artikel 7, 1°

(Wijziging van artikel 14, tweede lid, van het algemeen procedurereglement)

De partijen hebben, momenteel, de neiging om hun procedurestukken, geheel of gedeeltelijk, terug over te nemen in hun laatste memorie. Het onderzoek daarvan neemt vaak veel tijd in beslag terwijl die laatste memorie in werkelijkheid geen nieuwe elementen bevat.

De ontworpen bepaling strekt er dan ook toe de partijen ertoe aan te zetten om de inhoud van hun laatste memorie te beperken tot wat strikt noodzakelijk is voor de voortzetting van de debatten. Er wordt dus in voorzien dat zij louter en op synthetische wijze reageren op het door de auditeur-verslaggever uitgevoerde onderzoek of op de in de laatste memorie van de andere partijen uiteengezette argumenten.

Vanzelfsprekend weerhoudt die wijziging de partijen er niet van om, in hun laatste memorie, gewag te maken van nieuwe elementen die invloed kunnen hebben op de oplossing van de zaak of om in dat stadium van de procedure te vragen dat:

- de gevolgen van de bestreden handeling of het bestreden reglement, met toepassing van artikel 14^{ter} van de gecoördineerde wetten, behouden blijven,

- qu'une décision soit prise dans un délai déterminé ou qu'elle ne soit pas prise en application de l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1ère phrase, ou alinéa 3, des lois coordonnées,

- que l'arrêt précise, dans ses motifs, en application de l'article 35/1 des lois coordonnées, les mesures à prendre pour remédier à l'illégalité ayant conduit à l'annulation,

- l'autorisation de prendre une décision réparatrice en application de l'article 38, § 1^{er}, des lois coordonnées.

Ces hypothèses ne s(er)ont cependant pas fréquentes de sorte que la modification proposée permettra de gagner du temps dans l'examen des derniers mémoires, voire d'apprécier plus rapidement et plus efficacement l'opportunité de recourir, le cas échéant, à la procédure sans audience en application de l'article 26, § 2, du Règlement général de procédure.

Article 7, 2°

(Modification de l'article 14, alinéa 3, du règlement de procédure)

Si, pour la première fois dans le dernier mémoire ou après un rapport « débats succincts », une demande de maintien des effets est formulée conformément à l'article 14^{ter} des lois sur le Conseil d'État, la date de l'audience ne pouvait être fixée qu'après le dépôt d'un rapport complémentaire par l'auditeur. La présente modification permet de ne pas ralentir la fixation de l'audience et, par le biais d'un avis écrit, de réduire au minimum les formalités liées à un rapport complémentaire.

Article 7, 3° et 4°

(Insertion d'un alinéa entre les alinéas 2 et 3 de l'article 14 du règlement général de procédure et modification technique résultant de cette insertion dans le dernier alinéa)

En ce qui concerne la possibilité pour les parties requérantes et intervenantes de présenter leurs observations concernant l'application de l'article 38 des lois coordonnées, il est procédé de la même manière que pour une demande de maintien des effets d'une annulation. À cet égard, voyez aussi les modifications proposées à l'article 93 du règlement général de procédure.

Articles 9 et 10

Ces dispositions apportent des modifications techniques aux articles 25/1 et 25/3 du règlement général de procédure pour tenir compte du fait qu'une demande d'indemnité réparatrice peut être formée à la suite d'un arrêt ayant constaté la réparation d'une illégalité par une décision réparatrice.

Article 11

Cette disposition supprime dans l'article 34, 5° du règlement général de procédure la mention du prononcé en audience publique des arrêts rendus.

Cette suppression est une modification purement technique qui fait suite à la suppression de cette mention à l'article 28 des lois coordonnées sur le Conseil d'État et donne suite à la remarque à ce sujet de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État dans son avis n° 73.646/AG du 30 juin 2023.

Articles 12 et 13

(Intervention)

La présente modification vise à abandonner la règle consistant à prendre une ordonnance provisoire statuant sur la recevabilité de l'intervention, pour ensuite accorder à la partie intervenante un délai pour l'introduction d'un mémoire. Les personnes intéressées qui souhaitent intervenir dans une procédure d'annulation exposent d'emblée leur point de vue dans la requête en intervention et l'arrêt statue sur la recevabilité de celle-ci. Ce faisant, les parties intéressées ne doivent plus attendre une ordonnance relative à leur intervention pour exposer leur point de vue.

Afin de garantir l'égalité de traitement entre les parties requérante et adverse et parce qu'un mémoire n'est plus prévu après la requête en intervention, le délai d'introduction d'une requête en intervention est porté à 60 jours après la réception de l'envoi visé à l'article 6, § 4, ou la publication de l'avis visé à l'article 3^{quater} du règlement général de procédure.

Si la requête en intervention nécessite des développements, elle doit comporter un résumé des arguments de la partie intervenante. Cette nouvelle exigence constitue le pendant de la modification apportée à

- een beslissing genomen wordt binnen een bepaalde termijn of dat zij niet genomen wordt, met toepassing van artikel 36, § 1, eerste lid, eerste zin, of derde lid, van de gecoördineerde wetten,

- in de motivering van het arrest, met toepassing van artikel 35/1 van de gecoördineerde wetten, wordt gepreciseerd welke maatregelen moeten genomen worden om de onwettigheid te verhelpen die geleid heeft tot de nietigverklaring,

- de toestemming gegeven wordt om een beslissing tot herstel te nemen met toepassing van artikel 38, § 1, van de gecoördineerde wetten.

Die gevallen komen echter niet veel voor (of zullen niet veel voorkomen) zodat de voorgestelde wijziging het mogelijk zal maken tijd te winnen bij het onderzoek van de laatste memories of sneller en efficiënter in te schatten of, in voorkomend geval, een beroep dient te worden gedaan op de procedure zonder terechtzitting met toepassing van artikel 26, § 2, van de algemene procedureregeling.

Artikel 7, 2°

(Wijziging van artikel 14, derde lid, van het algemeen procedureglement)

Als voor het eerst in de laatste memorie of na een verslag korte debatten een verzoek tot instandhouding van de gevolgen wordt geformuleerd overeenkomstig artikel 14^{ter} RvS-wet, kon de datum van terechtzitting pas worden vastgesteld nadat een aanvullend verslag door de auditeur is neergelegd. Met de voorliggende wijziging wordt de vaststelling van de terechtzitting niet vertraagd en worden de plichtplegingen verbonden aan een aanvullend verslag in het geschreven advies tot een minimum herleid.

Artikel 7, 3° en 4°

(Invoeging in artikel 14 van het algemeen procedureglement van een lid tussen het tweede en derde lid evenals een technische aanpassing van het laatste lid als gevolg van deze invoeging)

Wat de mogelijkheid betreft voor de andere partijen dan de verwerende partij om hun opmerkingen te geven met betrekking tot de toepassing van artikel 38 van de gecoördineerde wetten, wordt gehandeld zoals met betrekking tot een verzoek tot handhaving van de gevolgen bij een vernietiging. Zie ook in dat verband de voorgestelde wijzigingen aan artikel 93 van het algemeen procedureglement.

Artikelen 9 en 10

Bij die bepalingen worden technische wijzigingen aangebracht in de artikelen 25/1 en 25/3 van de algemene procedureregeling teneinde rekening te houden met het feit dat een vordering tot schadevergoeding tot herstel geformuleerd kan worden ten gevolge van een arrest waarbij het herstel van een onwettigheid door een beslissing tot herstel vastgesteld is.

Artikel 11

De bepaling strekt tot opheffing, in artikel 34, 5° van het algemeen procedureglement, van de vermelding dat de arresten uitgesproken worden in openbare terechtzitting.

Die opheffing is een louter technische wijziging die voortvloeit uit de opheffing van die vermelding in artikel 28 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en geeft gevolg aan de opmerking in dit verband van de Algemene Vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in diens advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023.

Artikelen 12 en 13

(Tussenkomst)

Met de voorliggende wijziging wordt de regeling inzake het nemen van een voorlopige beschikking waarbij uitspraak wordt gedaan over de ontvankelijkheid van de tussenkomst, om vervolgens de tussenkomende partij een termijn te verlenen voor de indiening van een memorie, achterwege gelaten. De belanghebbenden die wensen tussen te komen in een annulatieprocedure, zetten hun zienswijze meteen uiteen in het verzoekschrift tot tussenkomst en het arrest doet uitspraak over de ontvankelijkheid van de tussenkomst. Belanghebbende partijen hoeven op die manier niet langer een beschikking over de tussenkomst af te wachten om hun zienswijze uiteen te zetten.

Om de gelijke behandeling met de verzoekende en de verwerende partij te verzekeren en omdat niet meer is voorzien in een memorie na het verzoekschrift tot tussenkomst, wordt de termijn voor de indiening van een verzoekschrift tot tussenkomst gebracht op 60 dagen na de ontvangst van de zending bedoeld in artikel 6, § 4, of de bekendmaking van het bericht bedoeld in artikel 3^{quater} van de algemene procedureregeling.

Als het verzoekschrift tot tussenkomst een verdere uiteenzetting behoeft, moet het een samenvatting bevatten van de argumenten van de tussenkomende partij. Dat nieuwe vereiste is de tegenhanger van de

l'article 2, § 1^{er}, du règlement général de procédure. Comme dans le cadre de la requête en annulation, le non-respect de cette exigence par la partie intervenante n'entraîne pas l'irrecevabilité de ses arguments.

Conformément à l'article 71, alinéa 2, du règlement général de procédure, le greffier en chef adresse - sauf si l'intervention a été autorisée dans la procédure en référé -, après réception de la requête en intervention, une formule de virement au débiteur en vue du paiement du droit de rôle lié à l'intervention.

Conformément à l'article 71, alinéa 4, du règlement général de procédure, la partie intervenante dispose de trente jours pour payer les droits. S'il s'avère que les droits de rôle n'ont pas été payés dans les délais impartis, l'acte de procédure est réputé ne pas avoir été accompli. Conformément à l'article 71, alinéa 4, modifié, du règlement général de procédure, la partie intervenante joint une justification écrite à sa demande d'être entendue.

Articles 14 à 16 (La décision réparatrice)

1. Dans un nouveau chapitre intitulé « La décision réparatrice », l'arrêté détermine le champ d'application et les règles de procédure du régime de la décision réparatrice que prévoit le nouvel article 38 en projet des lois sur le Conseil d'État.

2. En exécution de ce nouvel article 38, § 10, des lois sur le Conseil d'État, l'article 65/1 de l'arrêté détermine le contentieux auquel s'applique le régime de la décision réparatrice. Ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs relatif au nouvel article 38 des lois sur le Conseil d'État, l'application du dispositif a pour effet d'augmenter considérablement la charge de travail du Conseil d'État et d'allonger de plusieurs mois la durée totale d'un recours en annulation. Afin d'éviter que le Conseil d'État ne revienne sur son engagement de réduire le délai de traitement en ce qui concerne le contentieux de l'annulation à un maximum de 18 mois et pour lui permettre d'acquérir de la pratique et de l'expertise dans l'application du nouveau dispositif, son application est limitée, dans un premier temps, à un certain nombre de catégories de litiges, énumérées à l'article 65/1 de l'arrêté. Il s'agit de litiges qui revêtent une importance particulière pour des projets stratégiques d'importance régionale.

Il est prévu d'évaluer l'application du dispositif après quelques années, après quoi, si l'évaluation est positive, il pourra être envisagé d'étendre son champ d'application. Une approche similaire avait été adoptée lors de l'introduction de la possibilité de demander le maintien des effets d'un acte annulé (article 14^{ter} des lois coordonnées sur le Conseil d'État). Cette possibilité était initialement limitée aux règlements annulés, puis, après évaluation, a été étendue aux actes individuels annulés.

3. Vu le nouvel article 38, § 2, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, le délai qui est fixé dans l'arrêt interlocutoire pour prendre et notifier la décision réparatrice, peut être prolongé à la demande motivée de la partie adverse. L'article 65/2, § 1^{er}, de l'arrêté prévoit que cette décision est prise par le président de chambre.

4. L'article 65/2, § 2, de l'arrêté règle le déroulement ultérieur de la procédure après que la partie adverse a pris et notifié une décision réparatrice dans les délais prescrits :

- la partie adverse joint le dossier administratif à la décision réparatrice qu'elle communique au Conseil d'État ;
- les autres parties disposent de trente jours pour formuler des observations écrites sur les modalités et la légalité de la réparation ;
- la partie adverse dispose de trente jours pour répondre à ces observations ;
- l'auditorat rédige un rapport concernant la réparation, après quoi le président de chambre fixe une date d'audience.

5. Si, aux termes du nouvel article 38, § 9, des lois sur le Conseil d'État, la section du contentieux administratif n'est pas informée d'une décision réparatrice dans le délai prescrit, l'acte ou le règlement attaqué, s'il n'est pas retiré, est annulé par voie d'arrêt. L'article 65/2, § 3, de l'arrêté règle le déroulement de la procédure dans ce cas :

- à la demande de l'auditorat, les parties sont informées que la chambre statuera sur l'annulation de la décision attaquée, à moins qu'une partie demande, dans les quinze jours et moyennant une justification écrite, à être entendue ;

wijziging die aangebracht is in artikel 2, § 1, van de algemene procedureregeling. Net zoals in het kader van het verzoekschrift tot nietigverklaring geeft de niet-naleving van dat vereiste door de tussenkomende partij geen aanleiding tot de onontvankelijkheid van haar argumenten.

Overeenkomstig artikel 71, tweede lid, van het algemeen procedure-reglement maakt de hoofdgreffier, behoudens indien de tussenkomst werd toegelaten in de procedure in kort geding, na de ontvangst van het verzoekschrift tot tussenkomst, aan de schuldenaar een overschrijvingsformulier over met het oog op de betaling van het aan de tussenkomst verbonden rolrecht.

Overeenkomstig artikel 71, vierde lid, van het algemeen procedure-reglement beschikt de tussenkomende partij over dertig dagen om de rechten te betalen. Indien zou blijken dat de rolrechten niet tijdig zijn betaald, wordt de proceshandeling geacht niet te zijn verricht. Overeenkomstig het gewijzigde artikel 71, vierde lid, van het algemeen procedure-reglement, geeft de tussenkomende partij een schriftelijke verantwoording bij haar vraag om te worden gehoord.

Artikelen 14 tot 16 (Beslissing tot herstel)

1. In een nieuw hoofdstuk "De beslissing tot herstel" bepaalt het besluit het toepassingsgebied van en de nadere procedureregels met betrekking tot het procedé van de beslissing tot herstel waarin het nieuw ontworpen artikel 38 van de RvS-wet voorziet.

2. Ter uitvoering van dit nieuwe artikel 38, § 10, van RvS-wet wordt in artikel 65/1 van het besluit voorgeschreven op welke geschillen het procedé van de beslissing tot herstel van toepassing is. Zoals in de memorie van toelichting bij het nieuwe artikel 38 van de RvS-wet uiteengezet werd, is de toepassing van het procedé van aard de werklust voor de Raad van State danig te verzwaren en de totale doorlooptermijn van een annulatieberoep te doen toenemen met vele maanden. Om te vermijden dat daardoor het engagement van de Raad van State om die doorlooptijd wat de annulatiegeschillen betreft in beginsel terug te brengen tot maximaal 18 maanden onbereikbaar wordt, en om hem toe te laten met de toepassing van de nieuwe regeling praktijk en expertise op te doen, wordt de invoering van de regeling in eerste instantie beperkt tot de categorieën van geschillen opgesomd in artikel 65/1 van het besluit. Het gaat om geschillen die van een bijzonder belang zijn voor maatschappelijk gewichtige projecten op regionaal niveau.

Het ligt in de bedoeling de toepassing van de regeling na verloop van een paar jaar te evalueren, waarna, bij gunstige evaluatie, kan worden overwogen om het toepassingsgebied uit te breiden. Bij de invoering van de mogelijkheid om het behoud te vorderen van de gevolgen van een vernietigde beslissing (artikel 14^{ter} van de RvS-wet) is op een vergelijkbare wijze tewerk gegaan. Die mogelijkheid werd in een eerste fase voorbehouden aan alleen de vernietigde reglementen en later, na evaluatie, alsnog uitgebreid tot de vernietigde individuele akten.

3. Gelet op het nieuwe artikel 38, § 2, tweede lid, van de RvS-wet kan de termijn die in het tussenarrest wordt bepaald voor het nemen en ter kennis brengen van de beslissing tot herstel, worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de verwerende partij. Artikel 65/2, § 1, van het besluit schrijft voor dat die beslissing door de kamervoorzitter wordt genomen.

4. Artikel 65/2, § 2, van het besluit regelt het verdere verloop van de procedure nadat door de verwerende partij tijdig een beslissing tot herstel is genomen en ter kennis gebracht:

- bij de beslissing tot herstel die de verwerende partij aan de Raad van State bezorgt, voegt zij het administratief dossier toe;
- de andere partijen krijgen dertig dagen voor het formuleren van schriftelijke opmerkingen over de wijze en de wettigheid van het herstel;
- de verwerende partij beschikt over dertig dagen om op die opmerkingen te antwoorden;
- het auditoraat stelt een verslag over het herstel op, waarna een zittingsdag wordt bepaald door de kamervoorzitter.

5. Is, aldus het nieuwe artikel 38, § 9, van de RvS-wet, de afdeling bestuursrechtsspraak niet binnen de gestelde termijn van een beslissing tot herstel op de hoogte gesteld, dan wordt de bestreden akte of het bestreden reglement, indien niet ingetrokken, bij arrest nietigverklaard. Artikel 65/2, § 3, van het besluit regelt het verloop van de procedure in dat geval:

- op verzoek van het auditoraat wordt aan de partijen meegedeeld dat de kamer uitspraak zal doen over de nietigverklaring van de bestreden beslissing tenzij een partij binnen vijftien dagen vraagt, met een schriftelijke verantwoording, om te worden gehoord;

- si personne ne demande à être entendu, la décision attaquée, si elle n'est pas retirée, est annulée ;
- si une partie demande à être entendue, une audience se tient à court terme, après quoi il est statué sans délai.

Article 17

(Modification de l'article 84 du règlement général de procédure)

L'article 5 de l'arrêté royal n° 12 concernant la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'État et la procédure écrite prévoyait que, durant la période visée à l'article 1^{er}, toutes les notifications et communications du Conseil d'État étaient faites par la voie électronique, sauf en ce qui concerne les particuliers qui ne pouvaient pas utiliser des procédures électroniques.

Même si la période prévue a pris fin le 18 mai 2021 à l'issue de la première vague du coronavirus, il est apparu que le courrier électronique constitue un mode de communication beaucoup plus pratique et moderne que le courrier ordinaire, tant à l'égard des avocats que des particuliers se défendant seul.

C'est pourquoi, il est prévu d'étendre la possibilité de recourir au courrier électronique chaque fois que la réception du courrier ne fait courir aucun délai, ce qui correspond d'ailleurs largement à la pratique actuelle.

Article 18

(Modification de l'article 85bis du règlement général de procédure)

Deux arrêts du Conseil d'État ont jugé que l'interdiction d'utiliser la procédure électronique pour la première fois dans un dernier mémoire ou une demande de poursuite de la procédure après le rapport de l'auditeur est contraire au droit au procès équitable (arrêt n° 245.895 du 24 octobre 2019 et arrêt n° 246.521 du 23 décembre 2019).

Cette interdiction est par conséquent supprimée.

Par ailleurs, la télécopie est une technologie devenue obsolète qui est de moins en moins utilisée et qui sera avantageusement remplacée par le courrier électronique, comme mode de communication alternatif en cas de défaillance d'un système informatique ne permettant pas d'utiliser la procédure électronique normale.

Article 19

(Modification de l'article 91 du règlement général de procédure)

Cette disposition augmente de quinze jours les délais prescrits pour les actes de la procédure, égaux ou inférieurs à trente jours, lorsque, à la suite de la computation effectuée en application de l'article 88 du règlement général de procédure, ils prennent cours et arrivent à échéance entre le 1^{er} juillet et le 31 août.

Cette modification a pour objectif de répondre à une demande des différents barreaux. Ceux-ci constatent que le Greffe du Conseil d'État procède, pendant les mois de juillet et d'août, c'est-à-dire pendant la période des vacances judiciaires, à des notifications dans des procédures non urgentes. Or, le défaut de réponse dans les délais prescrits entraîne, selon les cas, des présomptions de perte d'intérêt, de désistement et d'acquiescement. L'alinéa en projet permettra donc aux justiciables et à leurs conseils de bénéficier, pendant la période des vacances judiciaires caractérisée par plus d'indisponibilité, de manière automatique, d'un délai supplémentaire de quinze jours pour répondre aux notifications du Conseil d'État. Les droits du justiciable seront ainsi renforcés sans que cela entraîne un réel allongement de la durée totale de la procédure.

L'article 91 deviendra donc, à la suite de la modification en projet, la disposition permettant de moduler les délais prescrits pour les actes de la procédure en les réduisant (alinéa 1^{er}) ou en les prolongeant (alinéa 2 en projet). L'insertion dans cet article, permettra aussi une application automatique de la prolongation des délais prescrits pour les actes de la procédure, égaux ou inférieurs à trente jours visés par :

- l'arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État en matière d'injonction et d'astreinte, puisque l'article 18 de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 25 avril 2014 déterminant les règles de procédure de droit commun applicables aux procédures devant le Conseil d'État statuant au contentieux de pleine juridiction, puisque l'article 7 de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- vraagt niemand om te worden gehoord, dan wordt de bestreden beslissing, indien niet ingetrokken, nietigverklaard;
- vraagt een partij om te worden gehoord, dan heeft op korte termijn een zitting plaats, waarna onverwijld uitspraak wordt gedaan.

Artikel 17

(Wijziging van artikel 84 van het algemeen procedurereglement)

Luidens artikel 5 van koninklijk besluit nr. 5 van 21 april 2020 met betrekking tot de verlenging van de termijnen van de rechtspleging voor de Raad van State en de schriftelijke behandeling van de zaken dienden, gedurende de in artikel 1 bedoelde periode, alle kennisgevingen en mededelingen door de Raad van State op elektronische wijze verzonden te worden, behalve wat de particulieren betreft die geen gebruik konden maken van elektronische procedures.

Ook al is aan de bedoelde periode een einde gekomen op 18 mei 2021, na afloop van de eerste golf van het coronavirus, is gebleken dat e-mail een veel praktischer en moderner communicatiemiddel is dan een gewone brief, voor zowel advocaten, als particulieren die hun eigen verdediging voeren.

Om die reden voorziet het ontwerp in het uitbreiden van de mogelijkheid om van e-mail gebruik te maken telkens wanneer de ontvangst ervan geen termijn doet ingaan, wat overigens grotendeels overeenkomt met de huidige manier van werken.

Artikel 18

(Wijziging van artikel 85bis van het algemeen procedurereglement)

In twee arresten van de Raad van State is geoordeeld dat het verbod om voor het eerst in een laatste memorie of in een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging na het verslag van de auditeur gebruik te maken van de elektronische procesvoering, strijdig is met het recht op een eerlijk proces (arrest 245.895 van 24 oktober 2019 en arrest 246.521 van 23 december 2019).

Dat verbod wordt bijgevolg opgeheven.

Werken met faxberichten is bovendien een werkwijze die intussen achterhaald is en steeds minder gebruikt wordt. E-mails zijn dan ook een veel beter alternatief communicatiemiddel wanneer een informatiesysteem niet werkt en het niet mogelijk is om gebruik te maken van de normale elektronische procesvoering.

Artikel 19

(Wijziging van artikel 91 van het algemeen procedurereglement)

Bij deze bepaling worden de voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen, gelijk aan of korter dan dertig dagen, verhoogd met vijftien dagen, wanneer deze, ten gevolge van de berekening uitgevoerd met toepassing van artikel 88 van het algemeen procedurereglement, ingaan en vervallen tussen 1 juli en 31 augustus.

Met deze wijziging wordt tegemoetgekomen aan de vraag van de verschillende balies. Die stellen vast dat de griffie van de Raad van State, tijdens juli en augustus, met andere woorden tijdens het gerechtelijk reces, kennisgevingen uitvoert met betrekking tot niet-dringende procedures. Het niet antwoorden binnen de voorgeschreven termijnen leidt evenwel, naargelang van het geval, tot het vermoeden van verlies van belang, afstand of instemming. Ten gevolge van het ontworpen lid zullen de rechtzoekenden en hun advocaten, tijdens het gerechtelijk reces wanneer er meer afwezig zijn, dus automatisch kunnen beschikken over een aanvullende termijn van vijftien dagen om te reageren op de kennisgevingen van de Raad van State. De rechten van de rechtzoekende worden aldus versterkt zonder dat dit leidt tot een werkelijke verlenging van de totale duur van de procedure.

Artikel 91 wordt dus, ten gevolge van de ontworpen wijziging, de bepaling waarbij de voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen gemoduleerd kunnen worden door ze in te korten (eerste lid) of te verlengen (ontworpen tweede lid). De invoering in dat artikel zal ook een automatische toepassing mogelijk maken van de verlenging van de voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen, gelijk aan of korter dan dertig dagen, zoals bedoeld in:

- het koninklijk besluit van 2 april 1991 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State inzake het bevel en de dwangsom, aangezien bij artikel 18 van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt;

- het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot bepaling van de gemeenschappelijke procedureregels die toepasselijk zijn op de rechtspleging voor de Raad van State waarin met volle rechtsmacht uitspraak wordt gedaan, aangezien bij artikel 7 van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt;

- l'arrêté royal du 28 octobre 1994 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévu par l'article 37/4 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, puisque l'article 11 de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévu par l'article 76bis de la loi électorale communale, puisque l'article 11 de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, puisque l'article 8, § 7, de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 22 décembre 1988 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État en cas de recours prévu par l'article 25ter de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, et par l'article 68bis de la loi électorale communale, puisque l'article 8 de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 31 août 2005 déterminant les règles particulières de délai et de procédure pour le traitement des demandes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, puisque l'article 25 de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 12 octobre 2010 portant exécution de l'article 68, alinéa 2, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, puisque l'article 3, § 7, de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 8 mars 2007 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévus par les articles 18quater et 21ter de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, puisque l'article 12 de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure ;

- l'arrêté royal du 15 mai 2003 portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours auprès du Conseil d'État contre certaines décisions de l'autorité des services et marchés financiers et de la Banque nationale de Belgique, puisque l'article 3, § 7, de cet arrêté rend applicable notamment l'article 91 du règlement général de procédure.

Article 20

(Modification de l'article 92 du règlement général de procédure)

La signature électronique n'est prévue explicitement, à l'article 85bis, § 13, alinéa 5, du règlement général de procédure que pour les arrêts. Toutefois, de nombreux autres documents, dont les rapports de l'auditeur sont actuellement également signés électroniquement. La modification réglementaire apportée par cet article ne fait qu'entériner cette évolution.

Article 21

(Modifications de l'article 93 du règlement général de procédure)

Les modifications apportées par l'article 20, 1° et 2° à l'article 93 du règlement général de procédure sont identiques à celles apportées par l'article 7, 2° et 3°, à l'article 14 du règlement général de procédure.

C'est pourquoi il est renvoyé au commentaire de l'article 7, 2° et 3°.

Article 22

(Modification de l'article 16 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État)

Il s'agit d'appliquer à la demande de suspension introduite selon la procédure d'extrême urgence la même exigence que pour la requête en annulation.

Par conséquent, si un moyen nécessite des développements, la requête comprend un résumé du grief allégué. En outre, l'énoncé du moyen et, le cas échéant, ce résumé sont reproduits tels quels dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt.

Concernant cette exigence, voyez aussi le commentaire de l'article 1^{er}.

- het koninklijk besluit van 28 oktober 1994 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 37/4 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, aangezien bij artikel 11 van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt;

- het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76bis van de gemeentekieswet, aangezien bij artikel 11 van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt;

- het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, aangezien bij artikel 8, § 7, van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt ;

- het koninklijk besluit van 22 december 1988 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep als bedoeld bij artikel 25ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, en bij artikel 68bis van de gemeentekieswet, aangezien bij artikel 8 van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt ;

- het koninklijk besluit van 31 augustus 2005 tot regeling van de bijzondere regels inzake de termijn en de procedure voor de behandeling van de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, aangezien bij artikel 25 van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt;

- het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot uitvoering van artikel 68, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, aangezien bij artikel 3, § 7, van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt;

- het koninklijk besluit van 8 maart 2007 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Administratie van de Raad van State, in geval van beroep voorzien door de artikelen 18quater en 21ter van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, aangezien bij artikel 12 van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt;

- het koninklijk besluit van 15 mei 2003 tot regeling van de versnelde procedure in geval van beroep bij de Raad van State tegen sommige beslissingen van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten en de Nationale Bank van België, aangezien bij artikel 3, § 7, van dat besluit inzonderheid artikel 91 van de algemene procedureregeling toepasselijk gemaakt wordt.

Artikel 20

(Wijziging van artikel 92 van het algemeen procedurereglement)

Artikel 85bis, § 13, vijfde lid, van de algemene procedureregeling voorziet alleen voor arresten uitdrukkelijk in een elektronische handtekening. Evenwel worden thans ook veel andere stukken, waaronder de verslagen van de auditeur, elektronisch ondertekend. Met de wijziging die bij dit artikel in de regelgeving aangebracht wordt, wordt die ontwikkeling alleen maar bevestigd.

Artikel 21

(Wijzigingen van artikel 93 van het algemeen procedurereglement)

De wijzigingen die bij artikel 20, 1° en 2°, aangebracht worden in artikel 93 van de algemene procedureregeling, zijn dezelfde als die welke bij artikel 7, 2° en 3°, aangebracht worden in artikel 14 van de algemene procedureregeling.

Daarom wordt verwezen naar de bespreking van artikel 7, 2° en 3°.

Artikel 22

(Wijziging van artikel 16 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State)

Aan de vordering tot schorsing ingesteld volgens de procedure van de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt hetzelfde vereiste verbonden als voor de vordering tot nietigverklaring.

Als het middel een verdere uiteenzetting behoeft, bevat het verzoekschrift bijgevolg een samenvatting van de aangevoerde grief. De inhoud van het middel en, in voorkomend geval, die samenvatting worden bovendien onverkort overgenomen in het verslag van de auditeur en in het arrest.

In verband met dat vereiste, zie ook de bespreking van artikel 1.

Article 23

(Modification de l'article 42 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État)

Cette modification est purement technique. En raison de l'ajout d'un alinéa à l'article 91 du règlement de procédure pour augmenter certains délais prescrits pour les actes de la procédure, il convient de prévoir que seul le futur alinéa 1^{er} de l'article 91 (qui correspond à l'actuel article 91) sera applicable à la procédure en référé.

Articles 24 et 25

(Modification des articles 18 et 19 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État)

Actuellement, la procédure écrite n'est pas applicable au contentieux de la cassation.

Toutefois, la pratique révèle qu'à de nombreuses audiences, les parties se déplacent pour simplement se référer à leurs écrits de procédure.

C'est pourquoi il est proposé de rendre applicable la procédure écrite.

Le texte proposé – l'article 18, § 2 - est très largement inspiré de l'article 26, § 2, du règlement général de procédure.

Des adaptations sont également prévues dans l'article 18, § 1^{er} pour remplacer la demande de poursuite de la procédure de la partie requérante afin d'être entendue par une simple demande de poursuite de la procédure. À cet égard, il a été tenu compte des remarques de l'avis n° 73.646/AV du 30 juin 2023.

Article 26

(Modification de l'article 46 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État)

Afin d'uniformiser, pour toutes les procédures, la prolongation de quinze jours des délais prescrits pour les actes de la procédure, égaux ou inférieurs à trente jours, il convient de modifier l'article 46 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État. À l'instar du nouvel article 91, alinéa 2, du règlement général de procédure l'article 46 précité deviendra, à la suite de la modification en projet, la disposition permettant de moduler les délais prescrits pour les actes de la procédure en les réduisant (alinéa 1^{er}) ou en les prolongeant (alinéa 2 en projet).

Articles 27 et 28

Ces dispositions suppriment dans les articles 47 et 48 la mention du prononcé en audience publique des arrêts rendus en cassation.

Cette suppression est une modification purement technique qui fait suite à la suppression de cette mention à l'article 28 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Article 29

(Entrée en vigueur)

Suite à la remarque de l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État dans son avis n° 73.646/AG du 30 juin 2023, une entrée en vigueur séparée pour les articles 3, 1° et 4, 1° du projet est prévue. La section de législation a noté à juste titre que, étant donné que l'article 5 de la loi modificative du 11 juillet 2023 qui vise à remplacer l'article 17 des lois coordonnées, entre en vigueur, conformément à l'article 28, alinéa 2, de la loi modificative du 11 juillet 2023, le 1^{er} janvier 2025 à moins que le Roi ne fixe une date d'entrée en vigueur antérieure, il y avait lieu d'aligner l'entrée en vigueur des articles 3, 1°, et 4, 1°, du projet sur cette date. En effet, ces articles sont indissociables de l'article 5 précité de la loi modificative du 11 juillet 2023, ce qui justifie la référence à l'entrée en vigueur de l'article 5 de la loi modificative du 11 juillet 2023.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Artikel 23

(Wijziging van artikel 42 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State)

Deze wijziging is louter technisch. Vanwege de toevoeging van een lid in artikel 91 van de procedureregeling om bepaalde voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen te verlengen, dient erin voorzien te worden dat alleen het toekomstige eerste lid van artikel 91 (dat overeenstemt met het huidige artikel 91) toepasselijk zal zijn op de procedure in kort geding.

Artikelen 24 en 25

(Wijziging van de artikelen 18 en 19 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State)

Momenteel is de schriftelijke procedure niet van toepassing op de cassatieberoepen.

De praktijk wijst evenwel uit dat heel vaak de partijen naar de terechtzittingen komen en daar louter naar hun procedurestukken verwijzen.

Daarom wordt voorgesteld om de schriftelijke procedure toepasselijk te maken.

De voorgestelde tekst – artikel 18, § 2 - is in zeer grote mate geïnspireerd op artikel 26, § 2, van de algemene procedureregeling.

Er zijn ook aanpassingen voorzien in artikel 18, § 1 om het verzoek van de verzoekende partij tot voortzetting van de procedure teneinde te worden gehoord te vervangen door een gewoon verzoek tot voortzetting van de procedure. Daarbij werd rekening gehouden met de opmerkingen in het advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023.

Artikel 26

(Wijziging van artikel 46 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State)

Om, voor alle procedures, de verlenging met vijftien dagen van de voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen, gelijk aan of korter dan dertig dagen, te uniformiseren, dient artikel 46 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State gewijzigd te worden. Naar het voorbeeld van het nieuwe artikel 91, tweede lid, van de algemene procedureregeling zal het voornoemde artikel 46, ten gevolge van de ontworpen wijziging de bepaling worden waarbij de voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen gemoduleerd kunnen worden door ze in te korten (eerste lid) of te verlengen (ontworpen tweede lid).

Artikelen 27 en 28

Die bepalingen strekken tot opheffing, in de artikelen 47 en 48, van de vermelding dat de cassatiearresten uitgesproken worden in openbare terechtzitting.

Die opheffing is een louter technische wijziging die voortvloeit uit de opheffing van die vermelding in artikel 28 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Artikel 29

(Inwerkingtreding)

Als gevolg van de opmerking van de Algemene Vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in diens advies nr. 73.646/AV van 30 juni 2023, wordt voorzien in een afzonderlijke inwerkingtreding van de artikelen 3, 1° en 4, 1° van het ontwerp. Terecht merkte de afdeling Wetgeving op dat, aangezien artikel 5 van de wijzigingswet van 11 juli 2023 dat strekt tot vervanging van artikel 17 van de gecoördineerde wetten, conform artikel 28, tweede lid, van de wijzigingswet van 11 juli 2023 in werking treedt op 1 januari 2025, tenzij de Koning een vroegere datum van inwerkingtreding bepaalt, de inwerkingtreding van de artikelen 3, 1° en 4, 1° van het ontwerp hiermee in overeenstemming diende te worden gebracht. Deze artikelen zijn immers onlosmakelijk verbonden met het voormelde artikel 5 van de wijzigingswet van 11 juli 2023, waardoor de verwijzing naar de inwerkingtreding van artikel 5 van de wijzigingswet van 11 juli 2023 gerechtvaardigd is.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation
avis 73.646/AG du 30 juin 2023

sur un projet d'arrêté royal 'modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'

Le 16 mai 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours (*), sur un projet d'arrêté royal 'modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'.

Le projet a été examiné par l'assemblée générale le 20 juin 2023. L'assemblée générale était composée de Wilfried VAN VAERENBERGH, premier président du Conseil d'État, Marnix VAN DAMME, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, présidents de chambre, Luc CAMBIER, Bernard BLERO, Wouter PAS, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Christine HOREVOETS et Inge VOS, conseillers d'État, Jan VELAERS et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Gregory DELANNAY, greffier en chef.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, Katrien DIDDEN et Arne CARTON, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX et Inge VOS.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 juin 2023.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'apporter différentes modifications à l'arrêté du Régent du 23 août 1948 'déterminant la procédure devant la [section du contentieux administratif] du Conseil d'État' (ci-après : « le règlement général de procédure » ; articles 1^{er} à 20 du projet), à l'arrêté royal du 5 décembre 1991 'déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État' (articles 21 et 22) et à l'arrêté royal du 30 novembre 2006 'déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État' (articles 23 à 27). Ces modifications sont principalement en lien avec la loi 'modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973' (ci-après : « la loi modificative »), adoptée le 27 avril 2023 par la Chambre des représentants (1).

L'arrêté envisagé entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication de l'arrêté envisagé au *Moniteur belge* (article 28, alinéa 1^{er}, du projet).

3.1. L'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 (ci-après : « les lois coordonnées »), qui habilite le Roi à déterminer la procédure à suivre devant la section du contentieux administratif dans les cas visés aux articles 11, 11bis, 12, 13, 14, 14ter, 16, 17, 30/1, 36 et 38, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, procure un fondement juridique au projet, à l'exception des dispositions suivantes.

3.2. Les articles 8, 3^o, et 18 du projet trouvent un fondement juridique complémentaire dans l'article 21, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées, en vertu duquel les délais dans lesquels les parties doivent transmettre leurs mémoires, leur dossier administratif ou les documents ou renseignements demandés par la section du contentieux administratif sont fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

L'article 20 du projet, qui modifie l'article 93 du règlement général de procédure, trouve un fondement juridique complémentaire dans l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées, selon lequel le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer des règles particulières de procédure pour le traitement des requêtes qui sont sans objet, ou qui n'appellent que des débats succincts.

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving
advies 73.646/AV van 30 juni 2023

over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State'

Op 16 mei 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen (*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State'.

Het ontwerp is door de algemene vergadering onderzocht op 20 juni 2023. De algemene vergadering was samengesteld uit Wilfried VAN VAERENBERGH, eerste voorzitter van de Raad van State, Marnix VAN DAMME, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET en Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitters, Luc CAMBIER, Bernard BLERO, Wouter PAS, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Christine HOREVOETS en Inge VOS, staatsraden, Jan VELAERS en Christian BEHRENDT, assessoren, en Gregory DELANNAY, hoofdgriffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, Katrien DIDDEN en Arne CARTON, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX en Inge VOS.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 juni 2023.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot het aanbrengen van diverse wijzigingen in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 'tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State' (hierna: "het algemeen procedurereglement"; artikelen 1 tot 20 van het ontwerp), het koninklijk besluit van 5 december 1991 'tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State' (artikelen 21 en 22) en het koninklijk besluit van 30 november 2006 'tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State' (artikelen 23 tot 27). Die wijzigingen houden in hoofdzaak verband met de op 27 april 2023 door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen wet 'tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973' (hierna: "de wijzigingswet").(1)

Het te nemen besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van het aan te nemen besluit in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28, eerste lid, van het ontwerp).

3.1. Voor het ontwerp wordt rechtsgrond geboden door artikel 30, § 1, eerste lid, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973 (hierna: "de gecoördineerde wetten") dat de Koning machtigt om de rechtspleging te bepalen die in de bij de artikelen 11, 11bis, 12, 13, 14, 14ter, 16, 17, 30/1, 36 en 38 bedoelde gevallen voor de afdeling Bestuursrecht-spraak dient te worden gevolgd, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, met uitzondering van de hierna volgende bepalingen.

3.2. De artikelen 8, 3^o, en 18 van het ontwerp vinden bijkomend rechtsgrond in artikel 21, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, op grond waarvan de termijnen waarbinnen de partijen hun memories, hun administratief dossier of de door de afdeling Bestuursrecht-spraak gevraagde stukken of inlichtingen moeten toesturen, worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Artikel 20 van het ontwerp, dat artikel 93 van het algemeen procedurereglement wijzigt, vindt bijkomend rechtsgrond in artikel 30, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten naar luid waarvan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bijzondere procedureregels kan vaststellen voor de behandeling van de verzoekschriften die doelloos zijn, of die enkel korte debatten met zich meebrengen.

3.3. Les modifications que l'article 3 du projet apporte à l'article 11/2 du règlement général de procédure, qui règle la procédure accélérée en annulation après suspension, trouvent un fondement juridique dans l'article 17, § 6, des lois coordonnées (2).

La modification que l'article 5 du projet apporte à l'article 14quinquies, alinéa 2, du règlement général de procédure, qui règle la procédure accélérée en annulation en l'absence de demande de poursuite de la procédure, trouve un fondement juridique dans l'article 30, § 3, des lois coordonnées.

L'alinéa 4 de l'article 30, § 1^{er}, des lois coordonnées, qui sera inséré dans ces lois par la loi modificative (3), procurera le fondement juridique de l'article 6 du projet, qui insère dans le règlement général de procédure un nouvel article 11/5 contenant des règles de procédure particulières en cas de désistement de l'instance par la partie requérante ou de retrait de l'acte ou du règlement attaqué.

L'article 38, § 10, des lois coordonnées, tel qu'il sera inséré par la loi modificative, constituera le fondement juridique de l'article 14 du projet, qui rétablit l'article 65/1 du règlement général de procédure et détermine les contentieux auxquels s'applique l'article 38 des lois coordonnées, tel qu'il sera inséré par la loi modificative (4).

EXAMEN DU TEXTE

PRÉAMBULE

4. Compte tenu des observations formulées à propos du fondement juridique du projet, on remplacera le premier alinéa du préambule par ce qui suit :

« Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 17, § 6, remplacé par la loi du 20 janvier 2014, l'article 21, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 20 janvier 2014, l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 août 1996, et l'alinéa 4, inséré par la loi du xx [date loi modificative], l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 20 janvier 2014, et 30, § 3, remplacé par la loi du 15 septembre 2006, et l'article 38, § 10, inséré par la loi du xx [date loi modificative] ; ».

Article 1^{er}

5. Dans le texte néerlandais de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, du règlement général de procédure, on écrira « Het middel bestaat uit » au lieu de « Het middel bestaat in ».

6. Comme le délégué l'a proposé, il est conseillé, dans un souci d'uniformité de la terminologie, de formuler la deuxième phrase de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, du règlement général de procédure comme suit : « L'absence de résumé du grief ne peut conduire à l'irrecevabilité du moyen ».

Par identité de motif, l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, du règlement général de procédure doit également viser « le résumé du grief ».

7.1. L'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, du règlement général de procédure, prévoit que l'énoncé du moyen et, le cas échéant, son résumé sont reproduits tels quels dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt.

Invité à préciser cette disposition et l'intention qui la sous-tend, le délégué a déclaré :

« Comme le souligne le rapport au Roi, cette modification a pour principal objet de faciliter le travail des auditeurs et des conseillers qui consacrent souvent de longs moments à résumer les moyens de la partie requérante. Les écrits de procédure n'opèrent parfois pas une distinction entre le moyen lui-même et les développements qui l'accompagnent quant au grief soulevé de sorte qu'il n'est pas toujours évident de déterminer la portée réelle du moyen. L'idée est donc que la partie requérante synthétise elle-même les développements qu'elle consacre à ses moyens. Si elle ne le fait pas, elle prend le risque que l'auditeur et le conseil abordent son moyen en ne tenant pas compte de certains éléments qu'elle n'a peut-être pas mis suffisamment en évidence. L'auditeur et le conseiller ne seront pas obligés de reproduire systématiquement le résumé puisque la disposition en projet précise bien 'le cas échéant', seul l'énoncé du moyen devant être repris dans le rapport et l'arrêt. Il n'est en effet pas utile de reproduire dans le rapport, une synthèse, si l'énoncé du moyen est suffisant (...) ».

La formulation de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, du règlement général de procédure est imprécise.

3.3. De wijzigingen die door artikel 3 van het ontwerp worden aangebracht aan artikel 11/2 van het algemeen procedurereglement, dat de versnelde procedure tot nietigverklaring na schorsing regelt, vinden rechtsgrond in artikel 17, § 6, van de gecoördineerde wetten.(2)

De wijziging die door artikel 5 van het ontwerp wordt aangebracht aan artikel 14quinquies, tweede lid, van het algemeen procedurereglement, dat de versnelde procedure tot nietigverklaring na het ontbreken van een verzoek tot voorzetting regelt, vindt rechtsgrond in artikel 30, § 3 van de gecoördineerde wetten.

Voor artikel 6 van het ontwerp, dat een nieuw artikel 11/5 invoegt in het algemeen procedurereglement met bijzondere procedureregels ingeval van afstand van het geding door de verzoekende partij of de intrekking van de bestreden akte of het bestreden reglement, zal rechtsgrond worden geboden door het vierde lid van artikel 30, § 1, van de gecoördineerde wetten, dat in deze wetten zal worden ingevoegd door de wijzigingswet.(3)

Voor artikel 14 van het ontwerp, dat artikel 65/1 van het algemeen procedurereglement herstelt en de geschillen bepaalt waarop artikel 38 van de gecoördineerde wetten, zoals het door de wijzigingswet zal worden ingevoegd, van toepassing is, zal rechtsgrond worden geboden door artikel 38, § 10, van de gecoördineerde wetten, zoals ingevoegd door de wijzigingswet.(4)

ONDERZOEK VAN DE TEKST

AANHEF

4. Rekening houdend met de opmerkingen betreffende de rechtsgrond van het ontwerp, dient het eerste lid van de aanhef te worden vervangen door wat volgt:

“Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 17, § 6, vervangen bij de wet van 20 januari 2014, artikel 21, eerste lid, vervangen bij de wet van 20 januari 2014, artikel 30, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, en vierde lid, ingevoegd bij de wet van xx [datum wijzigingswet], artikel 30, § 2, eerste lid, laatst gewijzigd bij de wet van 20 januari 2014 en 30, § 3, vervangen bij de wet van 15 september 2006, en artikel 38, § 10, ingevoegd bij de wet van xx [datum wijzigingswet];”

Artikel 1

5. In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 2, § 1, tweede lid, van het algemeen procedurereglement schrijft men “Het middel bestaat uit” in de plaats van “Het middel bestaat in”.

6. Zoals voorgesteld door de gemachtigde, is het raadzaam om met het oog op een uniforme terminologie de tweede zin van het ontworpen artikel 2, § 1, derde lid, van het algemeen procedurereglement als volgt te formuleren: “De ontstentenis van de samenvatting van de grief kan niet leiden tot de niet-ontvankelijkheid van het middel”.

Ook in het ontworpen artikel 2, § 1, vierde lid, van het algemeen procedurereglement dient om dezelfde reden te worden verwezen naar “de samenvatting van de grief”.

7.1. Het ontworpen artikel 2, § 1, vierde lid, van het algemeen procedurereglement voorziet erin dat de bewoordingen van het middel, en in voorkomend geval, de samenvatting ervan, ongewijzigd worden overgenomen in het verslag van de auditeur en in het arrest.

gevraagd om deze bepaling en de bedoeling ervan te verduidelijken, verklaarde de gemachtigde:

“Comme le souligne le rapport au Roi, cette modification a pour principal objet de faciliter le travail des auditeurs et des conseillers qui consacrent souvent de longs moments à résumer les moyens de la partie requérante. Les écrits de procédure n'opèrent parfois pas une distinction entre le moyen lui-même et les développements qui l'accompagnent quant au grief soulevé de sorte qu'il n'est pas toujours évident de déterminer la portée réelle du moyen. L'idée est donc que la partie requérante synthétise elle-même les développements qu'elle consacre à ses moyens. Si elle ne le fait pas, elle prend le risque que l'auditeur et le conseil abordent son moyen en ne tenant pas compte de certains éléments qu'elle n'a peut-être pas mis suffisamment en évidence. L'auditeur et le conseiller ne seront pas obligés de reproduire systématiquement le résumé puisque la disposition en projet précise bien 'le cas échéant', seul l'énoncé du moyen devant être repris dans le rapport et l'arrêt. Il n'est en effet pas utile de reproduire dans le rapport, une synthèse, si l'énoncé du moyen est suffisant (...)”

Het ontworpen artikel 2, § 1, vierde lid, van het algemeen procedurereglement is onduidelijk geformuleerd.

Ainsi, il faudrait avant tout préciser ce qu'il faut entendre par « l'énoncé du moyen », et si l'on vise ainsi simplement la reproduction des normes violées citées ou si l'intention est réellement de reproduire chaque fois l'exposé intégral du moyen dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt.

Les mots « le cas échéant » sont également ambigus. Ainsi, il faudrait clarifier s'il s'agit d'une possibilité ou d'une obligation de reproduire le résumé dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt et si ce résumé, par exemple, peut être complété s'il présente des lacunes.

7.2. Il résulte de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, du règlement général de procédure que l'absence de résumé du grief ne peut conduire à l'irrecevabilité du moyen.

À ce sujet, le rapport au Roi relève ce qui suit :

« L'absence, dans la requête, du résumé d'un grief comprenant un développement important n'entraîne pas en soi l'irrecevabilité du moyen. Cette absence a pour seule conséquence que le requérant prend le risque que la portée de son grief ne soit pas correctement résumée et donc appréhendée dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt ».

Dans la mesure où l'intention serait de ne reproduire que le résumé tel quel dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt et où le moyen serait examiné uniquement à la lumière du résumé produit, il convient de noter qu'il va de soi que la présence d'un résumé, qui peut être incomplet parce qu'il ne reproduit pas adéquatement tous les arguments de la partie requérante, ne peut avoir pour effet qu'il soit porté atteinte de manière disproportionnée au droit d'accès au juge (5) .

8. À la question de savoir s'il ne serait pas conseillé de tenir également compte de l'hypothèse que des moyens nouveaux d'ordre public ou dont le requérant n'a pu prendre connaissance qu'après avoir consulté le dossier administratif, pourraient être développés pour la première fois dans le mémoire en réplique ou dans le dernier mémoire de la partie requérante et, par conséquent, de prévoir un régime comparable à celui prévu à l'article 2, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, en projet, du règlement général de procédure, le délégué a déclaré :

« Dès lors que l'article 2 en projet prévoit une règle générale sur la manière de présenter un moyen, il n'apparaît pas nécessaire de répéter celle-ci dans les autres actes de procédure...

Le rapport au Roi sera complété par cette observation ».

On peut se rallier à ce point de vue.

Articles 3, 1^o, et 4, 1^o

9. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, et le paragraphe 2 de l'article 11/2 du règlement général de procédure (article 3, 1^o, du projet) feront référence à l'article 17, § 9, et non à l'article 17, § 8, des lois coordonnées.

Il y a lieu de faire figurer une référence à l'article 17, § 10, et non à l'article 17, § 9, dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et dans le paragraphe 2 de l'article 11/3 du règlement général de procédure (article 4, 1^o, du projet) (6) .

10. L'entrée en vigueur de l'article 17 des lois coordonnées, à remplacer par la loi modificative, requiert en outre la modification d'autres dispositions du règlement général de procédure (7) ainsi que d'autres dispositifs relatifs au Conseil d'État (8) .

Articles 4, 5 et 6

11. Il a été demandé au délégué si l'absence de justification écrite relative à la demande d'être entendu, comme l'imposent ces articles, entraîne des effets juridiques (9) .

Le délégué a répondu comme suit :

« Comme le relève le rapport au Roi, cette modification est prévue pour renforcer le débat contradictoire et mieux respecter les droits de la défense des parties. Lorsqu'une audition était réclamée par une partie, elle n'était jamais tenue d'indiquer les arguments qu'elle comptait faire valoir pour justifier le non-respect d'un délai qui lui était imposé pour déposer un écrit de procédure. Ceci a souvent eu pour conséquence que les autres parties n'avaient pas la possibilité de réagir de manière efficace aux arguments qui leur étaient opposés et que l'auditeur devait donner également un avis à brûle-pourpoint sans pouvoir davantage investiguer les arguments de cette partie, ce qui entraînait des remises d'audience.

Zo zou vooreerst duidelijk gemaakt moeten worden wat dient te worden begrepen onder de "bewoordingen van het middel" en of hiermee louter de overname van de aangehaalde geschonden normen wordt bedoeld dan wel of het werkelijk de bedoeling is om telkens de integrale uiteenzetting van het middel weer te geven in het verslag van de auditeur en het arrest.

Ook de bewoordingen "in voorkomend geval" zijn onduidelijk. Zo zou duidelijk gemaakt moeten worden of het gaat om een mogelijkheid dan wel om een verplichting tot overname van de samenvatting in het verslag van de auditeur en het arrest en of deze samenvatting bijvoorbeeld kan worden aangevuld indien zij gebrekkig is.

7.2. Uit het ontworpen artikel 2, § 1, derde lid, van het algemeen procedurereglement volgt dat de ontstentenis van de samenvatting van de grief niet kan leiden tot de niet-ontvankelijkheid van het middel.

In het verslag aan de Koning wordt hierover het volgende opgemerkt:

"De ontstentenis, in het verzoekschrift, van de samenvatting van een grief waarin een belangrijke uiteenzetting vervat ligt, geeft op zich geen aanleiding tot de onontvankelijkheid van het middel. Die ontstentenis heeft als enig mogelijk gevolg voor de verzoeker dat de draagwijdte van zijn grief niet correct samengevat en dus begrepen wordt in het verslag van de auditeur en in het arrest."

In de mate dat het de bedoeling zou zijn om enkel de samenvatting ongewijzigd op te nemen in het verslag van de auditeur en het arrest en dat het middel uitsluitend in het licht van de overgelegde samenvatting zou worden onderzocht, valt op te merken dat het voor zich spreekt dat de aanwezigheid van een samenvatting, die onvolmaakt kan zijn omdat zij niet alle argumenten van de verzoekende partij afdoende weergeeft, niet tot gevolg mag hebben dat op onevenredige wijze afbreuk wordt gedaan aan het recht op toegang tot de rechter.(5)

8. Gevraagd of het niet raadzaam zou zijn om tevens rekening te houden met de hypothese dat nieuwe middelen van openbare orde of waarvan de verzoeker slechts kennis heeft kunnen nemen na raadpleging van het administratief dossier, voor het eerst zouden kunnen worden ontwikkeld in de memorie van wederantwoord of in de laatste memorie van de verzoekende partij en, bijgevolg, te voorzien in een vergelijkbare regeling als deze voorzien in het ontworpen 2, § 1, derde en vierde lid, van het algemeen procedurereglement, verklaarde de gemachtigde:

"Dès lors que l'article 2 en projet prévoit une règle générale sur la manière de présenter un moyen, il n'apparaît pas nécessaire de répéter celle-ci dans les autres actes de procédure..."

Le rapport au Roi sera complété par cette observation."

Hiermee kan worden ingestemd.

Artikel 3, 1^o en 4, 1^o

9. In paragraaf 1, eerste lid, eerste zin, en in paragraaf 2 van artikel 11/2 van het algemeen procedurereglement (artikel 3, 1^o van het ontwerp) moet een verwijzing worden opgenomen naar artikel 17, § 9, en niet naar artikel 17, § 8, van de gecoördineerde wetten.

In paragraaf 1, eerste lid, en in paragraaf 2 van artikel 11/3 van het algemeen procedurereglement (artikel 4, 1^o van het ontwerp) moet een verwijzing worden opgenomen naar artikel 17, § 10, en niet naar artikel 17, § 9.(6)

10. De inwerkingtreding van het door de wijzigingswet te vervangen artikel 17 van de gecoördineerde wetten noodzaakt voorts nog tot wijziging van andere bepalingen van het algemeen procedurereglement(7) , evenals van andere regelgeving met betrekking tot de Raad van State.(8)

Artikelen 4, 5 en 6

11. Aan de gemachtigde werd gevraagd of er een rechtsgevolg verbonden is aan het ontbreken van een schriftelijke verantwoording voor het verzoek om te worden gehoord, zoals opgelegd door deze artikelen.(9)

De gemachtigde antwoordde:

"Comme le relève le rapport au Roi, cette modification est prévue pour renforcer le débat contradictoire et mieux respecter les droits de la défense des parties. Lorsqu'une audition était réclamée par une partie, elle n'était jamais tenue d'indiquer les arguments qu'elle comptait faire valoir pour justifier le non-respect d'un délai qui lui était imposé pour déposer un écrit de procédure. Ceci a souvent eu pour conséquence que les autres parties n'avaient pas la possibilité de réagir de manière efficace aux arguments qui leur étaient opposés et que l'auditeur devait donner également un avis à brûle-pourpoint sans pouvoir davantage investiguer les arguments de cette partie, ce qui entraînait des remises d'audience.

Dès lors que la disposition en projet ne prévoit pas de sanction en cas de non-communication de cette justification écrite, il reviendra au conseiller d'État d'apprécier si cette non-communication a eu des conséquences sur le débat contradictoire ou sur les droits de la défense des autres parties ainsi que sur le double examen. En tout état de cause, il pourra décider de rouvrir les débats pour permettre à l'auditeur et aux autres parties de réagir aux arguments développés oralement ... Dès lors qu'une audience a été réclamée par une partie, elle aura lieu peu importe qu'une justification écrite soit déposée ou pas.

Cette dernière précision quant à la tenue d'une audience sera inscrite dans le rapport au Roi ».

Il est indiqué de compléter le rapport au Roi ainsi que l'a suggéré le délégué.

Article 5

12. Dès lors que l'article 5 du projet vise la modification d'articles du règlement général de procédure qui suivent d'autres articles insérés ou modifiés par les articles 6 à 8 du projet, il y a lieu de renuméroter cette disposition et de la faire figurer plus loin dans le texte.

Article 6

13. On n'aperçoit pas clairement pourquoi il est fait référence à l'applicabilité de l'article 13 dans l'article 11/5, en projet, du règlement général de procédure. Invité à fournir des explications à cet égard, le délégué a déclaré ce qui suit :

« En cas de désistement ou de retrait de l'acte attaqué, un rapport de l'auditeur ne devra plus être nécessairement établi. Cependant, il y a des cas de figure où le retrait d'un acte administratif peut susciter des doutes, soit parce que la partie adverse elle-même n'est pas claire quant à ses intentions, soit parce que le retrait n'est pas toujours définitif, étant lui-même susceptible de faire l'objet d'un recours de la part du bénéficiaire de l'acte attaqué retiré. Dans ces hypothèses et pour préserver le double examen, il pourra être utile de mettre en œuvre d'autres dispositions du règlement général de procédure et de solliciter un rapport dans le chef de l'auditeur. Par ailleurs, un désistement d'instance peut aussi susciter des doutes lorsque la partie requérante n'est pas claire quant à ses intentions ou si son désistement intervient à la suite de pressions qu'elle a subies.

Pour éviter toute confusion, la référence à l'article 13 du règlement général de procédure sera omise ».

Il est pris acte du fait que les références à l'article 13 seront omises.

Article 7

14. Le rapport au Roi précise, en ce qui concerne l'article 7, que « [l]a partie adverse est tenue de répondre favorablement à cette demande [de fournir une version non électronique du dossier administratif dans son ensemble ou d'une partie de celui-ci] pour autant qu'elle dispose elle-même d'une 'version papier' des pièces concernées ». Cela signifie que la partie adverse qui ne dispose que d'une version électronique du dossier administratif ou d'un document particulier de celui-ci n'est pas tenue d'imprimer les documents en question.

Ce point ne ressort pas tel quel du texte du projet. Si telle est bien l'intention des auteurs du projet, il est recommandé, dans un souci de sécurité juridique, d'exprimer cette intention plus explicitement dans le texte du projet.

15. À la question de savoir quelles sont les conséquences que les auteurs du projet entendent associer à l'absence de réponse de la part de la partie adverse à la demande de l'auditeur de fournir une version papier de certains documents et à la question de savoir si l'article 12, alinéa 3, deuxième phrase, du règlement général de procédure s'applique le cas échéant, le délégué a répondu :

« Oui, l'article 12, alinéa 3, est bien d'application si la partie adverse ne collabore pas ».

Dans un souci de sécurité juridique, il est conseillé de compléter le Rapport au Roi avec cette précision.

Dès lors que la disposition en projet ne prévoit pas de sanction en cas de non-communication de cette justification écrite, il reviendra au conseiller d'État d'apprécier si cette non-communication a eu des conséquences sur le débat contradictoire ou sur les droits de la défense des autres parties ainsi que sur le double examen. En tout état de cause, il pourra décider de rouvrir les débats pour permettre à l'auditeur et aux autres parties de réagir aux arguments développés oralement ... Dès lors qu'une audience a été réclamée par une partie, elle aura lieu peu importe qu'une justification écrite soit déposée ou pas.

Cette dernière précision quant à la tenue d'une audience sera inscrite dans le rapport au Roi."

Het past het verslag aan de Koning aan te vullen zoals gesuggereerd door de gemachtigde.

Artikel 5

12. Aangezien artikel 5 van het ontwerp strekt tot de wijziging van artikelen van het algemeen procedurereglement die volgen na andere artikelen die door de artikelen 6 tot 8 van het ontwerp worden ingevoegd of gewijzigd, dient deze bepaling te worden vernummerd en verder in de tekst te worden opgenomen.

Artikel 6

13. De bedoeling van de verwijzingen naar de toepasselijkheid van artikel 13 in het ontworpen artikel 11/5 van het algemeen procedure-reglement is niet duidelijk. Hierover om toelichting gevraagd, verklaarde de gemachtigde:

"En cas de désistement ou de retrait de l'acte attaqué, un rapport de l'auditeur ne devra plus être nécessairement établi. Cependant, il y a des cas de figure où le retrait d'un acte administratif peut susciter des doutes, soit parce que la partie adverse elle-même n'est pas claire quant à ses intentions, soit parce que le retrait n'est pas toujours définitif, étant lui-même susceptible de faire l'objet d'un recours de la part du bénéficiaire de l'acte attaqué retiré. Dans ces hypothèses et pour préserver le double examen, il pourra être utile de mettre en œuvre d'autres dispositions du règlement général de procédure et de solliciter un rapport dans le chef de l'auditeur. Par ailleurs, un désistement d'instance peut aussi susciter des doutes lorsque la partie requérante n'est pas claire quant à ses intentions ou si son désistement intervient à la suite de pressions qu'elle a subies.

Pour éviter toute confusion, la référence à l'article 13 du règlement général de procédure sera omise."

Er wordt akte van genomen dat de verwijzingen naar artikel 13 zullen worden weggelaten.

Artikel 7

14. Het verslag aan de Koning bij artikel 7 van het ontwerp verduidelijkt dat "de verwerende partij verplicht [is] om op dat verzoek [om een niet-elektronische versie van het geheel of een deel van het administratief dossier te bezorgen] in te gaan voor zoverre zij zelf beschikt over een 'papierene versie' van de stukken in kwestie." Dit houdt in dat de verwerende partij die alleen over een elektronische versie van het administratief dossier of een bepaald stuk ervan beschikt, niet gehouden is om de betrokken stukken uit te printen.

Dit blijkt als dusdanig niet uit de tekst van het ontwerp. Indien dit strookt met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, verdient het met het oog op de rechtszekerheid aanbeveling om deze bedoeling op een meer expliciete wijze tot uitdrukking te brengen in de tekst van het ontwerp.

15. Gevraagd welke gevolgen de stellers van het ontwerp willen verbinden aan het gebrek aan antwoord vanwege de verwerende partij op het verzoek van de auditeur om van bepaalde documenten een papieren versie te bezorgen en of artikel 12, derde lid, tweede zin, van het algemeen procedurereglement in voorkomend geval van toepassing is, verklaarde de gemachtigde:

"Oui, l'article 12, alinéa 3, est bien d'application si la partie adverse ne collabore pas."

Met het oog op de rechtszekerheid is het raadzaam om het verslag aan de Koning aan te vullen met deze verduidelijking.

Article 8

16. Dans le texte néerlandais de l'article 8, 1^o, du projet, il faut viser – comme dans le texte français – l'alinéa 2 et non l'alinéa 1^{er} (« eerste lid ») de l'article 14 du règlement général de procédure.

17. L'article 8, 1^o, du projet tend à compléter l'article 14, alinéa 2, du règlement général de procédure par la phrase suivante :

« Sauf si des éléments nouveaux doivent être communiqués et à l'exception des demandes formulées en application des articles 14^{ter}, 35/1, 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase ou alinéa 3, et 38, § 1^{er}, des lois coordonnées, les derniers mémoires se limitent à réagir synthétiquement aux arguments développés dans le rapport de l'auditeur ou dans le dernier mémoire des autres parties ».

Dans la formulation actuelle de la disposition en projet, la référence aux « demandes formulées en application des articles 14^{ter}, 35/1, 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase ou alinéa 3, et 38, § 1^{er}, des lois coordonnées » concerne une liste limitative d'exceptions. Le rapport au Roi observe toutefois que la disposition en projet n'empêche pas les parties de demander, « par exemple », à ce stade de la procédure qu'il soit fait application de l'un des articles précités. Si les auteurs du projet entendent établir une liste limitative des exceptions, il conviendra de faire concorder le rapport au Roi avec le texte du projet. Pour ce faire, il suffit de supprimer les mots « par exemple » du rapport au Roi.

Article 14

18. L'article 65/1 en projet du règlement général de procédure met en œuvre l'article 38, § 10, des lois coordonnées, tel qu'il sera inséré par la loi modificative. Il conviendra donc de corriger la référence erronée au paragraphe 1^{er} de cette disposition légale.

19. Dans le texte français de l'article 65/1, § 1^{er}, 2^o, en projet, du règlement général de procédure, on remplacera la référence à « la section II » par une référence à « la section 2 ».

Article 21

20. Comme l'a également confirmé le délégué, il convient d'ajouter aussi dans l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, une référence à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

Article 23

21. Le délégué a confirmé que la modification en projet de l'article 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006, ne prévoit pas la possibilité pour la partie requérante de demander à être entendue, en cas d'absence de demande de poursuite de la procédure; il a soumis en outre une proposition de texte pour corriger cette lacune.

« À l'article 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o [modification identique à celle proposée dans le projet d'arrêté] ;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

'Si la partie requérante ne demande pas la poursuite de la procédure, le greffier en chef, à la demande du membre de l'auditorat désigné, notifie à la partie requérante que la chambre va statuer en décrétant le désistement d'instance, à moins que dans un délai de quinze jours la partie requérante ne demande à être entendue' ;

3^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par les alinéas suivants :

'Si la partie requérante ne demande pas à être entendue, la chambre décrète le désistement d'instance.

Si la partie requérante demande à être entendue, elle joint une justification écrite à sa demande. Le président ou le conseiller désigné convoque les parties à comparaître à bref délai. Entendu les parties et le membre de l'auditorat désigné en son avis, la chambre statue sans délai sur le désistement d'instance ;

Pour les autres modifications prévues au 4^o et 5^o, elles sont maintenues ».

On peut se rallier à cette proposition de texte, étant entendu qu'il est recommandé de conserver la référence à l'article 21, alinéa 7, des lois coordonnées, figurant dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006.

Artikel 8

16. In de Nederlandse tekst van artikel 8, 1^o, van het ontwerp moet – zoals in de Franse tekst – worden verwezen naar het tweede lid (niet: eerste lid) van artikel 14 van het algemeen procedurereglement.

17. Artikel 8, 1^o, van het ontwerp beoogt artikel 14, tweede lid, van het algemeen procedurereglement aan te vullen met de volgende zin:

“Behalve wanneer nieuwe elementen meegedeeld moeten worden, en met uitzondering van de verzoeken geformuleerd met toepassing van de artikelen 14^{ter}, 35/1, 36, § 1, eerste lid, eerste zin of derde lid, en 38, § 1, van de gecoördineerde wetten, wordt in de laatste memories louter op synthetische wijze gereageerd op de argumenten uiteengezet in het verslag van de auditeur of in de laatste memorie van de andere partijen.”

Zoals de ontworpen bepaling is geformuleerd, betreft de verwijzing naar “de verzoeken geformuleerd met toepassing van de artikelen 14^{ter}, 35/1, 36, § 1, eerste lid, eerste zin of derde lid, en 38, § 1, van de gecoördineerde wetten” een limitatieve lijst van uitzonderingen. In het verslag aan de Koning wordt echter opgemerkt dat de ontworpen bepaling de partijen niet belet om in dat stadium van de procedure “bijvoorbeeld” te vragen dat toepassing wordt gemaakt van één van de voormelde artikelen. Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp dat het gaat om een limitatieve lijst van uitzonderingen, dient het verslag aan de Koning in overeenstemming te worden gebracht met de tekst van het ontwerp. Hiertoe volstaat het om het woord “bijvoorbeeld” in het verslag aan de Koning weg te laten.

Artikel 14

18. Het ontworpen artikel 65/1 van het algemeen procedurereglement geeft uitvoering aan artikel 38, § 10, van de gecoördineerde wetten, zoals het door de wijzigingswet zal worden ingevoegd. De verkeerde verwijzing naar paragraaf 1 van die wettelijke bepaling moet dus worden gecorrigeerd.

19. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 65/1, § 1, 2^o, van het algemeen procedurereglement dient de verwijzing naar “section II” te worden vervangen door een verwijzing naar “section 2”.

Artikel 21

20. Zoals ook bevestigd werd door de gemachtigde, dient in het ontworpen artikel 16, § 1, tweede lid, ook een verwijzing te worden toegevoegd naar artikel 16, § 1, eerste lid, 6^o, van het koninklijk besluit van 5 december 1991.

Artikel 23

21. De gemachtigde bevestigde dat in de ontworpen wijziging van artikel 18 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 de mogelijkheid ontbreekt voor de verzoekende partij om, bij ontstentenis van een verzoek tot voortzetting van de procedure, te vragen om te worden gehoord en legde tevens een tekstvoorstel voor om dit euvel te verhelpen:

“À l'article 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o [modification identique à celle proposée dans le projet d'arrêté] ;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

'Si la partie requérante ne demande pas la poursuite de la procédure, le greffier en chef, à la demande du membre de l'auditorat désigné, notifie à la partie requérante que la chambre va statuer en décrétant le désistement d'instance, à moins que dans un délai de quinze jours la partie requérante ne demande à être entendue' ;

3^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par les alinéas suivants :

'Si la partie requérante ne demande pas à être entendue, la chambre décrète le désistement d'instance.

Si la partie requérante demande à être entendue, elle joint une justification écrite à sa demande. Le président ou le conseiller désigné convoque les parties à comparaître à bref délai. Entendu les parties et le membre de l'auditorat désigné en son avis, la chambre statue sans délai sur le désistement d'instance ;

Pour les autres modifications prévues au 4^o et 5^o, elles sont maintenues.”

Met dit tekstvoorstel kan worden ingestemd, met dien verstande dat het aanbeveling verdient om de verwijzing in artikel 18, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 naar artikel 21, zevende lid, van de gecoördineerde wetten te behouden.

Article 27

22. À l'article 28, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées (dont le texte est encore provisoirement le suivant : « Tout arrêt est motivé; il est prononcé en audience publique »), l'article 9 de la loi modificative omet la condition du prononcé en audience publique.

En conséquence, il y a lieu non seulement d'abroger le point 3^o de l'article 48, alinéa 3, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006, mais aussi d'apporter une modification à la disposition analogue de l'article 34, 5^o, du règlement général de procédure. Dans cette dernière disposition, il conviendrait d'omettre la mention requise du prononcé en audience publique. À cette fin, il faudra insérer une nouvelle disposition au chapitre I^{er} du projet.

Article 28

23. Il convient d'attirer l'attention des auteurs du projet sur le fait que l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet doit être alignée sur celle de la loi modificative. À ce propos, on observera qu'il y a une discordance entre la règle de l'entrée en vigueur de la loi modificative, à savoir en principe le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication (article 28, alinéa 1^{er}, de la loi modificative), et la date d'entrée en vigueur du projet, à savoir le premier jour du deuxième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* (article 28, alinéa 1^{er}, du projet)

24. Entre les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 28 du projet, on ajoutera un alinéa qui réglera, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entrée en vigueur des articles 3, 1^o, et 4, 1^o, du projet. L'article 5 de la loi modificative qui vise à remplacer l'article 17 des lois coordonnées, entrant en vigueur, conformément à l'article 28, alinéa 2, de la loi modificative, le 1^{er} janvier 2025 à moins que le Roi ne fixe une date d'entrée en vigueur antérieure, il y aura lieu d'aligner l'entrée en vigueur des articles 3, 1^o, et 4, 1^o, du projet sur cette date (10).

LE GREFFIER EN CHEF
Gregory DELANNAY

LE PREMIER PRÉSIDENT
Wilfried VAN VAERENBERGH

Notes

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

(1) Doc. parl., Chambre, 2022-23, n^o 3220/12, qui fait référence au texte tel qu'il a été adopté par la commission parlementaire (Doc. parl., Chambre, 2022-23, n^o 3220/10) Cette loi n'a pas encore été publiée au *Moniteur belge*.

(2) À partir du 1^{er} janvier 2025 ou d'une date antérieure d'entrée en vigueur fixée par le Roi, ces dispositions trouveront un fondement juridique dans l'article 17, § 9, des lois coordonnées.

(3) Voir l'article 10 de la loi modificative, qui entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication de la loi adoptée au *Moniteur belge* (article 28 de la loi modificative).

(4) Voir l'article 12 de la loi modificative, qui entrera également en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication de la loi adoptée au *Moniteur belge* (article 28 de la loi modificative).

(5) À cet égard, il convient de rappeler la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui estime que l'accès au juge peut être soumis à des conditions de recevabilité. Ces conditions ne peuvent cependant aboutir à restreindre l'accès au juge d'une manière qui porte atteinte à sa substance même. Tel serait le cas si les restrictions imposées ne tendaient pas vers un but légitime et s'il n'existait pas un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. La compatibilité d'une telle limitation avec le droit d'accès au juge dépend des particularités de la procédure en cause et s'apprécie au regard de l'ensemble du procès (Cour eur. D.H., 24 février 2009, L'Érablière c. Belgique, § 36; Cour eur. D.H., 18 octobre 2016, Miessen c. Belgique, § 64; Cour eur. D.H., 17 juillet 2018, Vermeulen c. Belgique, § 58). Les règles ne peuvent empêcher les justiciables de se prévaloir des voies de recours disponibles. En effet, le droit d'accès à un tribunal se trouve atteint lorsque sa réglementation cesse de servir les buts de la sécurité juridique et de la bonne administration de la justice et constitue

Artikel 27

22. In artikel 28, eerste lid van de gecoördineerde wetten (waarvan de tekst voorlopig nog luidt: "Elk arrest is met redenen omkleed; het wordt uitgesproken in openbare terechtzitting.") wordt door artikel 9 van de wijzigingswet de voorwaarde van de uitspraak in openbare terechtzitting weggelaten.

In het licht hiervan dient niet enkel in artikel 48, derde lid, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 punt 3^o te worden opgeheven, maar dringt zich ook een wijziging op van de analoge bepaling in artikel 34, 5^o, van het algemeen procedurereglement. In die laatstvermelde bepaling zou de vereiste vermelding van de uitspraak in openbare terechtzitting moeten worden weggelaten. Daartoe zal nog een nieuwe bepaling in hoofdstuk I van het ontwerp moeten worden ingevoegd.

Artikel 28

23. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de inwerkingtreding van het ontworpen besluit dient te worden afgestemd op de inwerkingtreding van de wijzigingswet. In dit verband wordt opgemerkt dat een discrepantie bestaat tussen de regeling voor de inwerkingtreding van de wijzigingswet, met name in beginsel de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan (artikel 28, eerste lid, van de wijzigingswet) en de datum van inwerkingtreding van het ontwerp, met name de eerste dag van de tweede maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28, eerste lid, van het ontwerp).

24. Tussen het eerste en het tweede lid van artikel 28 van het ontwerp dient een lid te worden toegevoegd dat, in afwijking van het eerste lid, de inwerkingtreding regelt van de artikelen 3, 1^o, en 4, 1^o, van het ontwerp. Aangezien artikel 5 van de wijzigingswet, dat strekt tot vervanging van artikel 17 van de gecoördineerde wetten, conform artikel 28, tweede lid, van de wijzigingswet in werking treedt op 1 januari 2025, tenzij de Koning een vroegere datum van inwerkingtreding bepaalt, dient de inwerkingtreding van de artikelen 3, 1^o en 4, 1^o van het ontwerp hiermee in overeenstemming te worden gebracht.(10)

DE HOOFDGRIFFIER
Gregory DELANNAY

DE EERSTE VOORZITTER
Wilfried VAN VAERENBERGH

Nota's

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijftienveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

(1) Parl.St. Kamer 2022-23, nr. 3220/12, waar wordt verwezen naar de tekst zoals die is aangenomen door de parlementaire commissie (Parl.St. Kamer 2022-23, nr. 3220/10). Deze wet is vooraansnog niet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

(2) Vanaf 1 januari 2025 of een vroegere datum van inwerkingtreding die door de Koning wordt bepaald, zullen deze bepalingen rechtsgrond vinden in artikel 17, § 9, van de gecoördineerde wetten.

(3) Zie artikel 10 van de wijzigingswet, dat in werking zal treden op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van 10 dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van de aangenomen wet in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28 wijzigingswet).

(4) Zie artikel 12 van de wijzigingswet, dat eveneens in werking zal treden op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van 10 dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van de aangenomen wet in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 28 wijzigingswet).

(5) In dit verband past het om de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in herinnering te brengen waarin geoordeeld wordt dat de toegang tot de rechter kan worden onderworpen aan ontvankelijkheidsvoorwaarden. Die voorwaarden mogen echter niet ertoe leiden dat de toegang tot de rechter dermate wordt beperkt dat afbreuk wordt gedaan aan de essentie zelf ervan. Dat zou het geval zijn wanneer de beperkingen geen wettig doel nastreven en indien er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel. De verenigbaarheid van een dergelijke beperking met het recht op toegang tot de rechter hangt af van de bijzonderheden van de in het geding zijnde procedure en wordt beoordeeld in het licht van het proces in zijn geheel (EHRM, 24 februari 2009, L'Érablière t. België, § 36; EHRM, 18 oktober 2016, Miessen t. België, § 64; EHRM 17 juli 2018, Vermeulen t. België, § 58). De regels mogen de rechtzoekenden niet verhinderen de beschikbare rechtsmiddelen te doen gelden. Het recht op toegang tot een rechter

une sorte de barrière qui empêche le justiciable de voir son litige tranché au fond par la juridiction compétente. (Cour eur. D.H., 18 octobre 2016, Miessen c. Belgique, § 66 ; C.C., 13 février 2020, n° 24/2020, B.3.4 ; C.C., 11 avril 2023, n° 59/2023, B.7.3).

(6) Dès lors que l'article 5 de la loi modificative, qui vise le remplacement de l'article 17 des lois coordonnées, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025, conformément à l'article 28, alinéa 2, de la loi modificative, à moins que le Roi ne fixe une date d'entrée en vigueur antérieure, les articles 3, 1^o, et 4, 1^o, du projet ne peuvent entrer en vigueur qu'à cette date et il convient de compléter l'article 28 du projet à cette fin (voir ci-dessous l'observation 24).

(7) Plus précisément une modification de l'article 70, § 1^{er}, alinéa 2, et 70, § 2, alinéa 2, du règlement général de procédure (ces dispositions doivent chaque fois viser l'article 17, §§ 9 et 10), ainsi que de l'article 14^{septies} du règlement général de procédure (cette disposition doit viser l'article 17, § 1^{er}, alinéa 4, des lois coordonnées). Une nouvelle disposition modificative pourrait être insérée à cet effet dans le chapitre 1^{er} du projet.

(8) Voir, entre autres, l'article 8, alinéa 1^{er}, 6^o, l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'article 16, § 1^{er}, 8^o, l'article 24 et l'article 41 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

(9) À cet égard, il est utile de rappeler l'arrêt de la Cour Constitutionnelle n° 24/2020 du 13 février 2020, dans lequel la Cour, en réponse à une question préjudicielle posée par le Conseil d'État, a jugé que l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées (procédure abrégée pour défaut d'intérêt en l'absence de mémoire en réplique introduit dans les délais) ne viole pas l'article 13 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme. À ce sujet, la Cour a notamment considéré : « Le droit d'être entendu donne aux parties requérantes l'occasion d'expliquer pourquoi elles n'ont pas respecté le délai imparti. Les parties requérantes peuvent, si elles démontrent l'existence d'un cas fortuit ou d'une force majeure, échapper à la sanction d'irrecevabilité de leur recours. Il appartient au Conseil d'État, au regard de l'explication des parties requérantes, de veiller à ne pas interpréter de manière trop formaliste ces causes de justification ».

(10) Cette observation vaut aussi pour d'éventuelles nouvelles dispositions modificatives qui seraient encore ajoutées au projet pour faire concorder des références à l'article 17 des lois coordonnées dans le règlement général de procédure ou une autre réglementation avec le texte de l'article 17 des lois coordonnées, tel qu'il sera remplacé par l'article 5 de la loi modificative.

21 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 17, § 6, remplacé par la loi du 20 janvier 2014, l'article 21, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 20 janvier 2014, l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 août 1996, et l'alinéa 4, inséré par la loi du 11 juillet 2023, l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 20 janvier 2014, et 30, § 3, remplacé par la loi du 15 septembre 2006, et l'article 38, § 10, inséré par la loi du 11 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État ;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État ;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 septembre 2022 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État compétent pour le Budget, donné le 9 novembre 2022 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation, réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

wordt immers aangetast wanneer de reglementering ervan niet langer de doelstellingen van de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling dient en een soort van hinderpaal vormt die de rechtzoekende verhindert zijn geschil ten gronde door het bevoegde rechtcollege beslecht te zien. (EHRM, 18 oktober 2016, Miessen t. België, § 66; GwH 13 februari 2020, nr. 24/2020, B.3.4; GwH 11 april 2023, nr. 59/2023, B.7.3).

(6) Aangezien artikel 5 van de wijzigingswet, dat strekt tot vervanging van artikel 17 van de gecoördineerde wetten, conform artikel 28, tweede lid, van de wijzigingswet in werking treedt op 1 januari 2025, tenzij de Koning een vroegere datum van inwerkingtreding bepaalt, kunnen artikel 3, 1^o en 4, 1^o van het ontwerp slechts op die datum in werking treden en dient hiertoe artikel 28 van het ontwerp te worden aangevuld (zie verder opmerking 24).

(7) Meer bepaald een wijziging van artikel 70, § 1, tweede lid, en 70, § 2, tweede lid, van het algemeen procedurereglement (er moet in die bepalingen telkens worden verwezen naar artikel 17, §§ 9 en 10), evenals van artikel 14^{septies} van het algemeen procedurereglement (er moet in die bepaling verwezen worden naar artikel 17, § 1, vierde lid, van de gecoördineerde wetten). Hiertoe zou een nieuwe wijzigingsbepaling in hoofdstuk I van het ontwerp kunnen worden ingevoegd.

(8) Zie onder meer artikel 8, eerste lid, 6^o, artikel 13, § 1, eerste lid, artikel 16, § 1, 8^o, artikel 24 en artikel 41 van het koninklijk besluit van 5 december 1991.

(9) In dit verband is het nuttig om het arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 24/2020 van 13 februari 2020 in herinnering te brengen, waarin het Hof in antwoord op een prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State oordeelde dat artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten (verkorte procedure gebrek aan belang bij gebrek aan tijdig ingediende memorie van wederantwoord) artikel 13 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, niet schendt. Het Hof overwoog daarbij onder meer : "B.5.2. Het recht om te worden gehoord biedt de verzoekende partijen de gelegenheid om toe te lichten waarom zij de opgelegde termijn niet hebben nageleefd. De verzoekende partijen kunnen door het bestaan van toeval of overmacht aan te tonen, ontsnappen aan de sanctie van niet-ontvankelijkheid van hun beroep. Het staat aan de Raad van State om, in het licht van de toelichting van de verzoekende partijen, erover te waken dat hij die rechtvaardigingsgronden niet op overdreven formalistische wijze interpreteert."

(10) Hetzelfde geldt wat betreft eventuele nieuwe wijzigingsbepalingen die nog zouden worden toegevoegd aan het ontwerp om verwijzingen naar artikel 17 van de gecoördineerde wetten in het algemeen procedurereglement of andere regelgeving in overeenstemming te brengen met de tekst van artikel 17 van de gecoördineerde wetten zoals deze zal worden vervangen door artikel 5 van de wijzigingswet.

21 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 17, § 6, vervangen bij de wet van 20 januari 2014, artikel 21, eerste lid, vervangen bij de wet van 20 januari 2014, artikel 30, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, en vierde lid, ingevoegd bij de wet van 11 juli 2023, artikel 30, § 2, eerste lid, laatst gewijzigd bij de wet van 20 januari 2014 en 30, § 3, vervangen bij de wet van 15 september 2006, en artikel 38, § 10, ingevoegd bij de wet van 11 juli 2023 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrecht-spraak van de Raad van State ;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 30 september 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris bevoegd voor Begroting, d.d. 9 november 2022 ;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Vu l'avis n° 73.646/AG du Conseil d'État, donné le 30 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État*

Article 1^{er}. L'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État, remplacé par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Le moyen consiste en l'indication de la règle de droit dont la violation est invoquée et de la manière dont elle aurait été concrètement enfreinte.

Si le moyen nécessite des développements, la requête comprend un résumé du grief allégué. L'absence de résumé du grief ne peut conduire à l'irrecevabilité du moyen.

L'énoncé du moyen et, le cas échéant, le résumé du grief sont reproduits tels quels dans le rapport de l'auditeur et dans l'arrêt. ».

Art. 2. L'article 6, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la réponse aux moyens de la requête nécessite des développements, le mémoire en réponse comprend un résumé des arguments de la partie adverse. ».

Art. 3. À l'article 11/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase et dans le paragraphe 2, la référence au « § 6 » est remplacée par la référence au « § 9 » ;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante : « Elles joignent une justification écrite à leur demande d'être entendues. ».

Art. 4. À l'article 11/3, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et dans le paragraphe 2, la référence au « § 7 » est remplacée par la référence au « § 10 » ;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante : « Elle joint une justification écrite à sa demande d'être entendue. ».

Art. 5. Dans le titre I^{er}, chapitre II, du même arrêté, il est inséré une section I^{re}/2, comportant l'article 11/5, rédigée comme suit :

« SECTION I^{re}/2. Des règles de procédure particulières en cas de désistement de la partie requérante ou de retrait, par la partie adverse, de l'acte ou du règlement attaqué.

Art. 11/5. Lorsque la partie requérante se désiste de l'instance, et que, selon l'auditeur-rapporteur, aucun motif ne s'oppose à ce désistement, ce dernier peut communiquer le dossier au greffe en indiquant qu'il ne déposera pas de rapport sur le recours en annulation.

Lorsque la partie adverse retire l'acte ou le règlement attaqué et que, selon l'auditeur-rapporteur, aucun motif ne s'oppose au rejet du recours, ce dernier peut communiquer le dossier au greffe en indiquant qu'il ne déposera pas de rapport sur le recours en annulation. ».

Art. 6. L'article 12, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est complété par la phrase suivante :

« Lorsque la partie adverse fait usage de la procédure visée à l'article 85bis, elle communique une version non électronique du dossier administratif ou de certaines pièces de celui-ci lorsque l'auditeur lui en fait la demande. ».

Gelet op advies nr. 73.646/AV van de Raad van State, gegeven op 30 juni 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State*

Artikel 1. Artikel 2, § 1, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Het middel bestaat uit de vermelding van de rechtsregel waarvan de schending aangevoerd wordt en van de wijze waarop die rechtsregel concreet overtreden zou zijn.

Als voor het middel een verdere uiteenzetting nodig is, bevat het verzoekschrift een samenvatting van de aangevoerde grief. De ontstentenis van de samenvatting van de grief kan niet leiden tot de niet-ontvankelijkheid van het middel.

De bewoording van het middel en, in voorkomend geval, de samenvatting van de grief worden ongewijzigd overgenomen in het verslag van de auditeur en in het arrest.”.

Art. 2. Artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Als voor het antwoord op de middelen een verdere uiteenzetting nodig is, bevat de memorie van antwoord een samenvatting van de argumenten van de verwerende partij.”.

Art. 3. In artikel 11/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, eerste zin, en in paragraaf 2, wordt de verwijzing naar “§ 6” vervangen door de verwijzing naar “§ 9”;

2° in paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin: “Zij voegen een schriftelijke verantwoording bij hun vraag om te worden gehoord.”.

Art. 4. In artikel 11/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, en in paragraaf 2, wordt de verwijzing naar “§ 7” vervangen door de verwijzing naar “§ 10”;

2° in paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin: “Zij voegt een schriftelijke verantwoording bij haar vraag om te worden gehoord.”.

Art. 5. In titel I, hoofdstuk II, van hetzelfde besluit wordt een sectie I/2 ingevoegd die een artikel 11/5 bevat, luidende:

“SECTIE I/2. Bijzondere procedureregels ingeval van afstand van het geding door de verzoekende partij of de intrekking, door de verwerende partij, van de bestreden akte of het bestreden reglement.

Art.11/5. Wanneer de verzoekende partij afstand doet van het geding, en er volgens de auditeur-verslaggever geen redenen zijn die zich verzetten tegen deze afstand, kan hij het dossier toezenden aan de griffie met de vermelding dat hij geen verslag zal indienen over het beroep tot nietigverklaring.

Wanneer de verwerende partij de bestreden akte of het bestreden reglement intrekt, en er volgens de auditeur-verslaggever geen redenen zijn die zich verzetten tegen de verwerping van het beroep, kan hij het dossier toezenden aan de griffie met de vermelding dat hij geen verslag zal indienen over het beroep tot nietigverklaring.”.

Art. 6. Artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, wordt aangevuld met de volgende zin:

“Wanneer de verwerende partij gebruikmaakt van de procedure bedoeld in artikel 85bis, bezorgt zij een niet-elektronische versie van het administratief dossier of van bepaalde stukken ervan wanneer de auditeur haar daartoe verzoekt.”.

Art. 7. À l'article 14 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Sauf si des éléments nouveaux doivent être communiqués et à l'exception des demandes formulées en application des articles 14^{ter}, 35/1, 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase ou alinéa 3, et 38, § 1^{er}, des lois coordonnées, les derniers mémoires se limitent à réagir synthétiquement aux arguments développés dans le rapport de l'auditeur ou dans le dernier mémoire des autres parties. » ;

2° dans l'alinéa 3, les deux dernières phrases débutant par les mots « Le membre de l'auditorat » et finissant par le mot « convocation » sont remplacées par les phrases suivantes :

« Le membre de l'auditorat désigné rédige un avis écrit limité à cet objet qui est communiqué au moins sept jours ouvrables avant l'audience aux parties et à la chambre saisie. » ;

3° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« La demande de la partie adverse visant à être autorisée à prendre une décision réparatrice en application de l'article 38, § 1^{er}, des lois coordonnées est formulée au plus tard dans le dernier mémoire. Lorsque la demande est formulée pour la première fois dans un dernier mémoire, les autres parties peuvent faire valoir leurs observations écrites dans un délai de trente jours à dater de la notification de ce dernier mémoire. Le membre de l'auditorat désigné rédige un avis écrit limité à cet objet qui est communiqué au moins sept jours ouvrables avant l'audience aux parties et à la chambre saisie. » ;

4° dans le dernier alinéa, les mots « alinéas 2 et 3 » sont remplacés par les mots « alinéas 2 à 4 ».

Art. 8. Les articles 14^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991 et remplacé par l'arrêté royal du 26 janvier 2000, 14^{quater}, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, remplacé par l'arrêté royal du 26 janvier 2000 et modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, 14^{quinquies}, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 25 avril 2007, et 71, alinéa 4, rétabli par l'arrêté royal du 30 janvier 2014 et remplacé par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, du même arrêté, sont complétés par la phrase suivante :

« Elle joint une justification écrite à sa demande d'être entendue. ».

Art. 9. Dans l'article 25/1, 3°, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 avril 2014 et modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, la phrase est complétée par les mots « ou sa réparation par une décision réparatrice ».

Art. 10. Dans l'article 25/3, § 4, alinéa 1^{er}, première phrase, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 avril 2014 et modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, les mots « ou sa réparation par une décision réparatrice » sont insérés entre les mots « l'illégalité » et la partie de phrase « , ou si cette demande ».

Art. 11. Dans l'article 34, 5°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 juillet 1956 et modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2007, les mots « en audience publique » sont abrogés.

Art. 12. À l'article 52 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante » ;

2° le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant : « Si la requête en intervention nécessite des développements, elle comprend un résumé des arguments de la partie intervenante. ».

Art. 13. Dans l'article 53 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, les alinéas 1^{er} et 2 sont abrogés.

Art. 7. In artikel 14 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“Behalve wanneer nieuwe elementen meegedeeld moeten worden, en met uitzondering van de verzoeken geformuleerd met toepassing van de artikelen 14^{ter}, 35/1, 36, § 1, eerste lid, eerste zin of derde lid, en 38, § 1, van de gecoördineerde wetten, wordt in de laatste memories louter op synthetische wijze gereageerd op de argumenten uiteengezet in het verslag van de auditeur of in de laatste memorie van de andere partijen.”;

2° in het derde lid worden de twee laatste zinnen, die aanvangen met de woorden “Het aangewezen lid van het auditoraat” en eindigen met het woord “gevoegd” vervangen als volgt:

“Het aangewezen lid van het auditoraat stelt met betrekking tot dit onderwerp een geschreven advies op dat ten minste zeven werkdagen voor de terechtzitting aan de partijen en de kamer waarbij de zaak aanhangig is, wordt meegedeeld.”;

3° tussen het derde en het vierde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“Het verzoek van de verwerende partij om met toepassing van artikel 38, § 1, van de gecoördineerde wetten in de gelegenheid te worden gesteld een beslissing tot herstel te nemen, wordt uiterlijk in de laatste memorie geformuleerd. Wanneer het verzoek voor de eerste keer in een laatste memorie wordt gedaan, kunnen de andere partijen hun schriftelijke opmerkingen doen gelden binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving van deze laatste memorie. Het aangewezen lid van het auditoraat stelt met betrekking tot dit onderwerp een geschreven advies op dat ten minste zeven werkdagen voor de terechtzitting aan de partijen en de kamer waarbij de zaak aanhangig is, wordt meegedeeld.”;

4° in het laatste lid worden de woorden “en derde” vervangen door de woorden “tot het vierde”.

Art. 8. De artikelen 14^{bis}, § 1, eerste lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991 en vervangen bij het koninklijk besluit van 26 juni 2000, 14^{quater}, tweede lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 juni 2000 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, 14^{quinquies}, tweede lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, en 71, vierde lid, hersteld bij het koninklijk besluit van 30 januari 2014 en vervangen bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, van hetzelfde besluit, worden aangevuld met de volgende zin:

“Zij voegt een schriftelijke verantwoording bij haar vraag om te worden gehoord.”.

Art. 9. In artikel 25/1, 3°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 april 2014 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, worden de woorden “of het herstel ervan door een beslissing tot herstel” ingevoegd tussen de woorden “onwettigheid” en “werd”.

Art. 10. In artikel 25/3, § 4, eerste lid, eerste zin, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 april 2014 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, worden de woorden “of het herstel ervan door een beslissing tot herstel” ingevoegd tussen de woorden “onwettigheid” en “werd”.

Art. 11. In artikel 34, 5°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 juli 1956 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, worden de woorden “in openbare terechtzitting” opgeheven.

Art. 12. In artikel 52 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord “dertig” vervangen door het woord “zestig”;

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende: “Als voor het verzoekschrift tot tussenkomst een verdere uiteenzetting nodig is, bevat het een samenvatting van de argumenten van de tussenkomende partij.”.

Art. 13. In artikel 53 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, worden het eerste en het tweede lid opgeheven.

Art. 14. Dans le même arrêté, le chapitre VII du titre VI, abrogé par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, est rétabli dans la rédaction suivante :

« CHAPITRE VII. La décision réparatrice ».

Art. 15. Dans le chapitre VII rétabli par l'article 13, l'article 65/1 abrogé par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 65/1. Les contentieux visés à l'article 38, § 10, des lois coordonnées sont :

1° les actes et règlements pris en application du décret flamand du 25 avril 2014 relatif aux projets complexes ;

2° les arrêtés du Gouvernement flamand opérant une révision d'un plan régional d'exécution spatial visé à la section 2 du chapitre II du titre II du Code flamand de l'aménagement du territoire ;

3° les arrêtés du Gouvernement wallon opérant une révision d'un plan de secteur visé au titre II du livre II du Code wallon du développement territorial ;

4° les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale opérant une modification du plan régional d'affectation du sol visé au chapitre III du titre II du Code bruxellois de l'aménagement du territoire. ».

Art. 16. Dans le chapitre VII rétabli par l'article 13, il est inséré un l'article 65/2 rédigé comme suit :

« Art. 65/2. § 1^{er}. Le président de chambre statue sur la prolongation du délai dans lequel la décision réparatrice visée à l'article 38 des lois coordonnées peut être prise.

§ 2. La partie adverse joint le dossier administratif concerné à la décision réparatrice qu'elle communique à la section du contentieux administratif.

Le greffier en chef notifie la décision réparatrice aux autres parties et les informe du dépôt du dossier administratif au greffe. Celles-ci disposent d'un délai de trente jours pour communiquer leurs observations écrites sur les modalités et la légalité de la réparation du vice constaté dans l'arrêt interlocutoire.

La partie adverse dispose d'un délai de trente jours pour répondre aux observations écrites, à dater de la notification de ceux-ci par le greffier en chef.

Le membre de l'auditorat désigné rédige un rapport concernant la réparation dans la décision réparatrice, après quoi le président de chambre fixe une date d'audience.

§ 3. Si la section du contentieux administratif n'est pas informée, dans le délai prescrit, d'une décision réparatrice, le greffier en chef, à la demande du membre de l'auditorat désigné, informe les parties que la chambre va statuer sur l'annulation de l'acte ou du règlement attaqué, à moins qu'une de ces parties demande, dans un délai de quinze jours, à être entendue. Elle joint une justification écrite à sa demande d'être entendue.

Si aucune partie ne demande à être entendue, la chambre annule l'acte ou le règlement attaqué.

Si une partie demande à être entendue, le président ou le conseiller d'État désigné convoque les parties à comparaître à bref délai.

Après avoir entendu les parties et l'avis du membre de l'auditorat désigné, la chambre statue sans délai sur le recours en annulation. ».

Art. 17. Dans l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 juillet 1987 et modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2007, les mots « ou par courrier électronique » sont insérés entre les mots « par pli ordinaire » et les mots « lorsque leur réception ».

Art. 18. À l'article 85bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « pour les actes de procédure qui sont déposés avant la communication du dossier à un membre de l'auditorat en vue de la rédaction du rapport » sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 14, alinéa 3, le mot « télécopie » est remplacé par les mots « courrier électronique ».

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt hoofdstuk VII van titel VI, opgeheven bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, hersteld als volgt:

“HOOFDSTUK VII. De beslissing tot herstel”.

Art. 15. In hoofdstuk VII, hersteld bij artikel 13, wordt artikel 65/1, opgeheven bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, hersteld als volgt:

“Art. 65/1. Ter uitvoering van artikel 38, § 10, van de gecoördineerde wetten worden specifiek aangewezen, de geschillen:

1° inzake de akten en reglementen genomen met toepassing van het decreet van het Vlaamse Gewest van 25 april 2014 'betreffende complexe projecten';

2° inzake de gewestelijke ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening, titel II, hoofdstuk II, afdeling 2;

3° inzake de besluiten van de Waalse Regering tot herziening van een gewestplan als bedoeld in boek II, titel II van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

4° inzake de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van een gewestelijk bestemmingsplan als bedoeld in titel II, hoofdstuk III, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.”.

Art. 16. In hoofdstuk VII, hersteld bij artikel 13, wordt een artikel 65/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 65/2. § 1. De kamervoorzitter beslist over de verlenging van de termijn waarbinnen de in artikel 38 van de gecoördineerde wetten bedoelde beslissing tot herstel kan worden genomen.

§ 2. De verwerende partij voegt aan de beslissing tot herstel die zij aan de afdeling bestuursrechtspraak bezorgt, het betrokken administratief dossier toe.

De hoofdgriffier brengt de beslissing tot herstel ter kennis van de andere partijen en stelt hen in kennis van de neerlegging van het administratief dossier ter griffie. Zij beschikken over dertig dagen om schriftelijk hun opmerkingen te geven over de wijze en de wettigheid van het herstel van het gebrek dat in het tussenarrest werd vastgesteld.

De verwerende partij beschikt over dertig dagen om op de schriftelijke opmerkingen te antwoorden, te rekenen van de kennisgeving ervan door de hoofdgriffier.

Het aangewezen lid van het auditoraat stelt over het herstel in de beslissing tot herstel een verslag op, waarna de kamervoorzitter een zittingsdag bepaalt.

§ 3. Indien de afdeling bestuursrechtspraak niet binnen de gestelde termijn van een beslissing tot herstel in kennis is gesteld, brengt de hoofdgriffier op verzoek van het aangewezen lid van het auditoraat de partijen ter kennis dat de kamer uitspraak doet over de nietigverklaring van de bestreden akte of het bestreden reglement, tenzij een van die partijen binnen een termijn van vijftien dagen vraagt om te worden gehoord. Zij voegt een schriftelijke verantwoording bij haar vraag om te worden gehoord.

Indien geen enkele partij vraagt om te worden gehoord, verklaart de kamer de bestreden akte of het bestreden reglement nietig.

Indien een partij vraagt om te worden gehoord, roept de voorzitter of de aangewezen staatsraad de partijen op om op korte termijn te verschijnen.

Na de partijen en het advies van het aangewezen lid van het auditoraat te hebben gehoord, doet de kamer onverwijld uitspraak over het beroep tot nietigverklaring.”.

Art. 17. In artikel 84, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 juli 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, worden de woorden “of per elektronisch bericht” ingevoegd tussen de woorden “bij gewone brief” en de woorden “worden gedaan wanneer”.

Art. 18. In artikel 85bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “voor de processtukken die neergelegd worden voordat het dossier aan een lid van het auditoraat wordt bezorgd met het oog op het opmaken van het verslag” opgeheven;

2° in paragraaf 14, derde lid, wordt het woord “faxbericht” vervangen door de woorden “elektronisch bericht”.

Art. 19. L'article 91 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1991, est complété par l'alinéa suivant :

« Les délais prescrits pour les actes de la procédure, égaux ou inférieurs à trente jours, sont augmentés de quinze jours lorsque, à la suite de la computation effectuée en application de l'article 88, ils prennent cours et arrivent à échéance entre le 1^{er} juillet et le 31 août. ».

Art. 20. L'article 92 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 92. Les arrêts, les ordonnances, les procès-verbaux, les rapports et les autres documents émanant du Conseil d'État sont signés de manière manuscrite ou électronique. ».

Art. 21. À l'article 93 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les deux dernières phrases débutant par les mots « Le membre de l'auditorat » et finissant par le mot « convocation » sont remplacées par les phrases suivantes :

« Le membre de l'auditorat désigné rédige un avis écrit limité à cet objet qui est communiqué au moins sept jours ouvrables avant l'audience aux parties et à la chambre saisie. » ;

2° entre les alinéas 2 et 3, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque, dans son rapport, le membre de l'auditorat désigné conclut à l'annulation, la partie adverse peut, dans les quinze jours de la notification de ce rapport, demander à ce que, en application de l'article 38, § 1^{er}, des lois coordonnées, elle soit autorisée à prendre une décision réparatrice. Cette demande est notifiée aux autres parties, qui peuvent faire valoir leurs observations écrites dans un délai de quinze jours. Le membre de l'auditorat désigné rédige un avis écrit limité à cet objet qui est communiqué au moins sept jours ouvrables avant l'audience aux parties et à la chambre saisie. ».

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État

Art. 22. Dans l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 2014, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 5° et 6°, les dispositions énoncées à l'article 2, § 1^{er}, alinéas 2 à 4, du règlement général de procédure sont applicables. ».

Art. 23. Dans l'article 42, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 avril 2007, les mots « , alinéa 1^{er}, » sont insérés entre les mots « et 91 » et « du règlement ».

CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État

Art. 24. À l'article 18 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, modifié par l'arrêté royal du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « afin d'être entendue » sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si la partie requérante ne demande pas la poursuite de la procédure, le greffier en chef, à la demande du membre de l'auditorat désigné, notifie à la partie requérante que la chambre va statuer en décrétant le désistement d'instance, à moins que dans un délai de quinze jours la partie requérante ne demande à être entendue. » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par les alinéas suivants :

« Si la partie requérante ne demande pas à être entendue, la chambre décrète le désistement d'instance.

Si la partie requérante demande à être entendue, elle joint une justification écrite à sa demande à être entendue. Le président ou le conseiller désigné convoque les parties à comparaître à bref délai. Entendu les parties et le membre de l'auditorat désigné en son avis, la chambre statue sans délai sur le désistement d'instance. » ;

Art. 19. Artikel 91 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1991, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen, gelijk aan of korter dan dertig dagen, worden verhoogd met vijftien dagen wanneer ze, ten gevolge van de berekening uitgevoerd met toepassing van artikel 88, ingaan en verstrijken tussen 1 juli en 31 augustus.”

Art. 20. Artikel 92 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, wordt hersteld als volgt:

“Art. 92. De arresten, beschikkingen, processen-verbaal, verslagen en andere stukken van de Raad van State worden ondertekend met een handgeschreven of elektronische handtekening.”.

Art. 21. In artikel 93 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de twee laatste zinnen, die aanvangen met de woorden “Het aangewezen lid van het auditoraat” en eindigen met het woord “gevoegd” vervangen als volgt:

“Het aangewezen lid van het auditoraat stelt met betrekking tot dit onderwerp een geschreven advies op dat ten minste zeven werkdagen voor de terechtzitting aan de partijen en de kamer waarbij de zaak aanhangig is, wordt meegedeeld.”;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“Wanneer het aangewezen lid van het auditoraat, in zijn verslag tot de nietigverklaring besluit, kan de verwerende partij binnen vijftien dagen na de kennisgeving van dit verslag vragen om met toepassing van artikel 38, § 1, van de gecoördineerde wetten in de gelegenheid te worden gesteld een beslissing tot herstel te nemen. Deze aanvraag wordt ter kennis van de andere partijen gebracht, die hun schriftelijke opmerkingen kunnen doen gelden binnen een termijn van vijftien dagen. Het aangewezen lid van het auditoraat stelt met betrekking tot dit onderwerp een geschreven advies op dat ten minste zeven werkdagen voor de terechtzitting aan de partijen en de kamer waarbij de zaak aanhangig is, wordt meegedeeld.”.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State

Art. 22. In artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 januari 2014, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

“In het geval bedoeld in het eerste lid, 5° en 6°, zijn de bepalingen vervat in artikel 2, § 1, tweede tot vierde lid, van de algemene procedureregeling van toepassing.”.

Art. 23. In artikel 42, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, worden de woorden “eerste lid,” ingevoegd tussen de woorden “en 91” en “van het algemene procedurereglement”.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State

Art. 24. In artikel 18 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “teneinde te worden gehoord” opgeheven;

2° in paragraaf 1, wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid:

“Indien de verzoekende partij niet vraagt om de voortzetting van de procedure, stelt de hoofdgriffier, op verzoek van het aangewezen lid van het auditoraat, de verzoekende partij ervan in kennis dat de kamer de afstand van geding zal uitspreken, tenzij de verzoekende partij binnen een termijn van vijftien dagen verzoekt om te worden gehoord.”;

3° in paragraaf 1, wordt het derde lid vervangen door de volgende leden:

“Indien de verzoekende partij niet verzoekt te worden gehoord, spreekt de kamer de afstand van geding uit.

Indien de verzoekende partij verzoekt te worden gehoord, voegt zij een schriftelijke verantwoording bij haar vraag om te worden gehoord. De voorzitter of de aangewezen staatsraad roept de partijen op om op korte termijn te verschijnen. Na partijen en het in zijn advies aangewezen lid van het auditoraat te hebben gehoord, doet de kamer onverwijld uitspraak over de afstand van geding.”;

4° dans le paragraphe 2, les mots « ou si la partie requérante demande la poursuite de la procédure » sont insérés après les mots « Lorsque l'auditeur ne conclut pas à l'irrecevabilité ou au rejet du recours » ;

5° le paragraphe 2 est complété par les alinéas suivants :

« Le président de chambre ou le conseiller que celui-ci délègue peut, sauf objection de l'auditeur, proposer dans cette ordonnance aux parties que l'affaire ne sera pas appelée à l'audience, à moins qu'une des parties ne demande dans un délai de huit jours qu'elle soit traitée lors d'une audience. Sauf pareille demande, les débats sont clos et l'affaire est prise en délibéré à la date fixée dans cette ordonnance. Si une des parties au moins le demande dans le délai imparti, les parties sont entendues à l'audience. Une partie qui n'introduit pas de demande à cette fin est supposée marquer son accord sur la proposition.

L'ordonnance fait mention du présent article et attire expressément l'attention sur les conséquences liées à l'inaction des parties.

Le président de chambre ou le conseiller que celui-ci délègue décide d'office, à la demande de l'auditeur ou d'une des parties que l'affaire sera malgré tout appelée à l'audience si un élément nouveau et pertinent en l'espèce justifie un débat oral contradictoire. ».

Art. 25. L'article 19, alinéa 2, du même arrêté, est complété par la phrase suivante :

« Il peut proposer aux parties dans l'ordonnance de fixation que l'affaire ne sera pas appelée à l'audience, conformément à la procédure prévue à l'article 18, § 2, alinéas 2 à 4. ».

Art. 26. L'article 46 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les délais prescrits pour les actes de la procédure, égaux ou inférieurs à trente jours, sont augmentés de quinze jours lorsque, à la suite de la computation effectuée en application de l'article 43, ils prennent cours et arrivent à échéance entre le 1^{er} juillet et le 31 août. ».

Art. 27. Dans l'article 47 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 28. Dans l'article 48, alinéa 3, du même arrêté, le 3° est abrogé.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 3, 1° et 4, 1°.

Les articles 3, 1° et 4, 1° entrent en vigueur le même jour que l'article 5 de la loi du 11 juillet 2023 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Le présent arrêté est uniquement applicable aux recours et demandes qui ont été introduits au Conseil d'État à partir de la date visée à l'alinéa 1^{er}, à l'exception des articles 3, 1° et 4, 1°.

Les articles 3, 1° et 4, 1° sont uniquement applicables aux recours et demandes qui ont été introduits au Conseil d'État à partir de la date visée à l'alinéa 2.

Art. 30. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

4° in paragraaf 2 worden de woorden "of wanneer de verzoekende partij vraagt dat de procedure wordt voortgezet" ingevoegd na de woorden "Wanneer de auditeur niet concludeert dat het beroep niet-ontvankelijk is of moet worden verworpen";

5° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende leden, luidende:

"De kamervoorzitter of de staatsraad die hij aanwijst kan, behoudens bezwaar van de auditeur, in die beschikking aan de partijen voorstellen dat de zaak niet op een terechtzitting wordt behandeld, tenzij een van de partijen binnen een termijn van acht dagen om een behandeling op een terechtzitting verzoekt. Behoudens zulke verzoek wordt het debat gesloten en wordt de zaak in beraad genomen op de in die beschikking vastgestelde datum. Als binnen de gestelde termijn ten minste één van de partijen daarom verzoekt, worden de partijen op de terechtzitting gehoord. Een partij die geen verzoek daartoe indient, wordt verondersteld akkoord te gaan met het voorstel.

De beschikking maakt melding van dit artikel en wijst uitdrukkelijk op de gevolgen bij stilzitten van de partijen.

De kamervoorzitter of de staatsraad die hij aanwijst, beslist amts-halve, op verzoek van de auditeur of van één van de partijen dat de zaak toch ter terechtzitting wordt opgeroepen wanneer een nieuw en ter zake dienend gegeven een tegensprekelijk mondeling debat verantwoordt."

Art. 25. Artikel 19, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin:

"Hij kan in de beschikking tot vaststelling van de rechtsdag aan de partijen voorstellen dat de zaak niet behandeld wordt op een terechtzitting, overeenkomstig de procedure vastgelegd in artikel 18, § 2, tweede tot vierde lid."

Art. 26. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De voor de proceshandelingen voorgeschreven termijnen, gelijk aan of korter dan dertig dagen, worden verhoogd met vijftien dagen wanneer ze, ten gevolge van de berekening uitgevoerd met toepassing van artikel 43, ingaan en verstrijken tussen 1 juli en 31 augustus."

Art. 27. In artikel 47 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 28. In artikel 48, derde lid, van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 3° opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikelen 3, 1°, en 4, 1°.

De artikelen 3, 1° en 4, 1° treden in werking op dezelfde dag als artikel 5 van de wet van 11 juli 2023 tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Dit besluit is enkel van toepassing op de beroepen en vorderingen die bij de Raad van State worden ingediend vanaf de datum bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de artikelen 3, 1° en 4, 1°.

De artikelen 3, 1° en 4, 1° zijn enkel van toepassing op de beroepen en vorderingen die bij de Raad van State worden ingediend vanaf de datum bedoeld in het tweede lid.

Art. 30. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN